



FORUM MONDIAL

NORMANDIE
POUR LA PAIX

3^e
ÉDITION



L'ESSENTIEL

1^{ER} ET 2 OCTOBRE 2020



PRÉVENIR
LA GUERRE :
**RÉPONDRE
AUX NOUVELLES
MENACES**



RÉGION
NORMANDIE



Éditeur : Région Normandie

**Rédaction, création graphique
et mise en page éditoriale :**

JMLC (Jean-Michel Le Calvez et Thierry Piers)

Photographie : Eric Biernacki (Région Normandie),
Dominique Hureauux (Maison de la Recherche
en Sciences Humaines), Solveig de La Hougue, Mattias Edwall

Imprimeur : La Petite Presse

Tirage : 300 exemplaires

Date de publication : décembre 2020



Avis aux lecteurs et lectrices

Le présent ouvrage compile les synthèses des séquences de la troisième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Les propos tenus dans le cadre de cet événement n'engagent en rien la Région Normandie et ne reflètent pas son positionnement. Les synthèses ne sont pas des articles scientifiques. Elles compilent les différents points de vue et les éléments essentiels relevés pour chaque séquence.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix a eu lieu à l'Abbaye aux Dames les 1er et 2 octobre 2020, autour du thème « Prévenir la guerre : répondre aux nouvelles menaces ». Rendez-vous annuel de réflexion et d'échanges, cet événement a pour vocation de penser le monde de demain en donnant la parole à des experts en géopolitique, des représentants de gouvernements, du milieu académique et de la société civile.

Le Forum s'est tenu dans des conditions toutes particulières en raison de la crise sanitaire, et nombreux sont celles et ceux qui n'ont pu être présents. Cette année plus que toute autre, nous souhaitons donc mettre à votre disposition un ouvrage permettant de se plonger dans l'atmosphère de cette troisième édition.

Des synthèses des conférences et débats, des interviews, des résumés des moments clés du Forum sont compilés pour vous transporter au cœur de cet événement porté par la Région Normandie.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix en quelques chiffres :



6 000 personnes parmi le public, dont 3 400 jeunes, venus pour assister aux conférences, débats, expositions, ateliers et autres temps forts qui ont marqué cette édition



122 panélistes originaires de 34 pays, en présentiel ou par visioconférence, et 30 partenaires de débats ou sur le Village pour la Paix, partageant l'objectif de sensibiliser sur la prévention des conflits et la construction de la paix



85 000 vues des vidéos diffusées en direct sur la page Facebook de Normandie pour la Paix et de la Région Normandie

Bonne lecture et à l'année prochaine !

La Région Normandie

Retrouvez les captations des conférences plénières du Forum et l'actualité de Normandie pour la Paix tout au long de l'année sur le site normandiepourlapaix.fr

SOMMAIRE

BARBARA HENDRICKS REND HOMMAGE AUX SOIGNANTS.....Page 6

DISCOURS D'OUVERTURE D'HERVÉ MORIN,
PRÉSIDENT DE LA RÉGION NORMANDIE, ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE Page 7 à 11

P.12

LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

1. LES RAISONS DE LA COLÈRE :

ENJEUX SOCIAUX, DÉMOCRATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX
POUR LA PAIX..... Page 14 à 21

SUR LE VIF.Page 22

2. LES FEMMES ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX :

ELLE AU FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIXPage 23 à 28

SUR LE VIF.Page 29

3. RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES :

POUR LE MEILLEUR OU POUR LA GUERRE ?.....Page 32 à 36

SUR LE VIF.Page 37

P.38

LES DÉBATS

IMAGINER LE MONDE DE DEMAIN

APRÈS LA CRISE : QUEL MONDE POST COVID-19 ?..... Page 40 à 42

AMAZONIE : ENJEU PLANÉTAIRE..... Page 43 à 45

LES LIBERTÉS FACE À LA CRISE Page 46 à 48

DÉFIS GLOBAUX, RÉPONSES LOCALES :

QUELLES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT ?Page 49 à 51

DIPLOMATIE DE L'EAU : PARTAGER L'OR BLEU.....Page 52 à 54

REPENSER LES ACTEURS DE PAIX

L'UNION EUROPÉENNE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE :

QUELS RÉSULTATS ? Page 55 à 57

L'ENFANCE DANS LES CONFLITS Page 58 à 60

QUEL FUTUR POUR LE MULTILATÉRALISME ET L'ONU ? Page 61 à 63

SAHEL : QUELLES INITIATIVES RÉGIONALES

POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ? Page 64 à 66

QUE VAUT UNE ALLIANCE AUJOURD'HUI ? Page 67 à 69

EXPLORER LES FRACTURES INTERNATIONALES

ETHIOPIE, SOUFFLE D'ESPOIR POUR L'AFRIQUE ? Page 70 à 72

(DÉS)ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES MONDIAUX Page 73 à 75

MOYEN-ORIENT : SE RECONSTRUIRE

DANS UN CONTEXTE INCERTAIN Page 76 à 78

RESTAURER LA CONFIANCE ? Page 79 à 81

LES DYNAMIQUES ASIATIQUES À L'ÉPREUVE DE LA CRISE Page 82 à 84

LES NOCTURNES

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE « THE CAVE »

Une œuvre souterraine **au grand jour** Page 85 à 87

SOIRÉE LITTÉRAIRE | LES ÉCRIVAINS ET LA PAIX

Des plumes **pour une colombe** Page 88 à 89

LES RÉALISATIONS

Les Parlementaires **pour la Paix** Page 90

L'INDICE NORMANDIE

Évaluer les menaces **contre la paix et la démocratie**
dans le monde Page 91

PRIX LIBERTÉ

Au nom de **Loujain Al-Hathloul et de toutes ses sœurs** Page 92 à 93

En bref Page 94

Remerciements Page 95

BARBARA HENDRICKS

& SON BLUES BAND

THE ROAD TO FREEDOM

EN SOUTIEN AU PERSONNEL SOIGNANT NORMAND
MOBILISÉ PENDANT LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19



© Matthias Edvall

CONCERT

Une ouverture pleine d'émotion

Emotion : le mot est revenu tout au long de cette troisième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Emotion de se retrouver, tout en respectant un protocole strict, après des mois de confinement et d'éloignement. Emotion d'échanger sur la paix et l'état du monde, quelques jours à peine après le début de combats dans le Haut-Karabagh. Emotion, enfin, de pouvoir accueillir la jeunesse, encore plus nombreuse que lors des éditions précédentes, pour l'encourager à agir et à s'engager.

Barbara Hendricks rend hommage aux soignants

C'est donc par un concert riche en émotion que le Forum mondial Normandie pour la Paix 2020 s'est ouvert le 30 septembre. Barbara Hendricks et son blues band ont fait vibrer à l'unisson les soignants normands réunis à l'Abbaye aux Dames, après une première partie assurée par le groupe coutançais Strange O'Clock.

Ce concert réservé aux personnels de santé mobilisés autour de la Covid-19 a rendu hommage à leur courage tout au long de cette crise sanitaire. En leur honneur, la célèbre cantatrice a interprété « The Road to Freedom » (Le Chemin vers la Liberté). Le talent de Barbara Hendricks et de ses musiciens a emporté l'assistance dans les années 1950 et 1960 aux Etats-Unis, au cœur de la lutte pour les droits civiques.

Parmi les chansons de blues interprétées et les extraits de discours d'activistes cités par l'artiste, on retiendra les paroles d'une chanson : « Keep your eyes on the prize, hold on » (« Restez concentrés sur votre objectif, tenez bon »). Un message fort pour les soignants.

HERVÉ MORIN,PRÉSIDENT DE LA RÉGION NORMANDIE,
ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE

Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de tous ordres, Mesdames et Messieurs, merci d'être aussi nombreux en dépit de la situation que nous connaissons aujourd'hui. Cela fait maintenant quatre ans que Normandie pour la Paix a été créée, et je dois vous dire que j'éprouve toujours la même émotion au moment d'ouvrir cette édition.

Un Forum chargé d'émotion

Emotion d'une part, parce que nous traitons durant ces deux jours des enjeux parmi les plus graves de l'existence humaine : la vie, la mort, le don de soi, les bouleversements des équilibres naturels, les déplacements de populations, les atteintes aux droits de l'homme et de la femme, les menaces pour la démocratie.

Emotion à cause des visages que je vois dans cette salle. D'habitude, nous avons en face de nous des vétérans qui côtoient les jeunes élèves de notre académie, mais les derniers témoins du 6 juin ne sont pas avec nous aujourd'hui compte tenu des risques trop grands pour leur santé. J'imagine qu'ils étaient prêts à braver le virus, car quand on a débarqué à Omaha ou à Utah sous le feu des mitrailleuses, et que l'on en a



réchappé, on doit se dire que ce n'est pas cette menace virale qui vous enlèvera la vie. En tout cas, nous pensons très fort à eux et à leurs familles.

Mais les jeunes sont là, vous êtes nombreux. Merci aux équipes enseignantes, merci aux chefs d'établissements pour leur engagement tout au long de l'année pour construire des programmes pédagogiques autour de ce Forum mondial Normandie pour la Paix. Voyez, Normandie pour la Paix, c'est l'événement qui d'abord s'adresse aux jeunes générations. Vous en êtes les dépositaires.

« Vous êtes les héritiers de nos vétérans, de ces gamins, pas beaucoup plus vieux que vous qui, un matin de juin 1944, sont venus sur nos plages pour libérer notre pays et restaurer la démocratie en Europe. ».

Des milliers y ont trouvé la mort, et beaucoup aussi, heureusement, ont survécu pour ensuite raconter le courage extraordinaire de leurs camarades, mais aussi transmettre un message de liberté, mais peut-être plus encore un message de responsabilité. Comme la flamme de la résistance, vous devez faire en sorte que la flamme des héros de 1944 ne s'éteigne jamais.

La collaboration au cœur de Normandie pour la Paix

Emotion, donc, de prendre la parole devant vous à cette occasion, mais aussi fierté. J'ai été élu Président de la Région Normandie réunifiée il y a un peu plus de cinq ans, et, avec mon compère François-Xavier Priollaud, nous avons eu ce pari un peu fou de bâtir un forum mondial qui soit un des hauts lieux sur les questions de sécurité, de stabilité, de développement durable. Je voudrais vraiment le remercier devant vous. C'est grâce à son énergie mais aussi à son intelligence ; donc François-Xavier, merci mille fois pour ce que tu as su faire.

Ce combat que j'ai souhaité mener à travers Normandie pour la Paix, nous l'avons mené tous ensemble, et nous

pouvons en être fiers. Chaque année, notre Forum est plus grand, plus fort, plus nourri, plus mondial, avec toujours plus d'invités, d'ateliers, de débats. Je voudrais aussi remercier l'ensemble de nos partenaires médias qui se sont beaucoup impliqués dans le programme de ces deux journées.

Après nos grands Normands qui ont évoqué les questions de démocratie, de liberté – je pense à Tocqueville, dont les propos restent tellement modernes aujourd'hui, à Bernardin de Saint-Pierre et son traité de paix perpétuelle, à Aristide Briand, le pèlerin de la paix, à Mendès-France, le décolonisateur – nous avons voulu nous aussi avancer sur le chemin de la paix qu'ils avaient tracé. Nous l'avons à notre tour pavé pour que les générations à venir puissent l'emprunter et poursuivre sur la même voie.

Même cette année, malgré la crise sanitaire, Normandie pour la Paix est là. Nous avons adapté l'événement aux règles, et pour rien au monde, comme le disaient François-Xavier Priollaud et Frédérique Bedos, nous n'aurions déclaré forfait.

**« Mesdames et Messieurs,
il n'y a pas d'année blanche pour
construire la paix ».**

Merci donc aux organisateurs. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont permis de bâtir ce programme, et permettez-moi de remercier plus particulièrement deux très grands universitaires, Nicole Gnesotto et Bertrand Badie, qui nous éclairent par leur intelligence et leurs réflexions, pour bâtir ce projet. Merci de ce travail accompli dans des conditions toutes particulières.

Merci enfin, Mesdames, Messieurs, à la bonne centaine d'agents, bien souvent





bénévoles, qui participent à la réussite de cet événement, et merci plus particulièrement à la Direction Europe et International, emmenée par Julie Miclot. Quand j'ai quitté la Région hier soir à 23h30, je voyais que leurs bureaux étaient allumés et qu'ils étaient encore en train d'organiser cet événement, donc merci aux équipes de la Région et à toutes les directions support. Merci, vraiment.

Mesdames et Messieurs, cette année, vous avez constaté que le thème de nos travaux porte notamment sur les nouvelles menaces, les menaces climatiques, sociales, technologiques : toutes ces externalités négatives d'une croissance trop souvent irrespectueuse de l'Homme et de l'environnement.

« Ce travail sur les menaces est une thématique totalement en ligne avec notre objectif de départ, objectif qui n'a jamais varié : comprendre la guerre pour mieux construire la paix ».

Les lourdes conséquences du changement climatique

Quelques mots, si vous le permettez, sur l'un des sujets que nous allons traiter : les menaces liées à l'environnement. La menace climatique, on le

sait, est un sujet crucial, cher à Nicolas Hulot. C'est un truisme, même. Il n'y a d'ailleurs, Mesdames et Messieurs, que Donald Trump, qui doit être à peu près le seul dirigeant au monde qui ne le voit pas, comme si la visière de sa casquette était trop enfoncée pour qu'il puisse apercevoir l'horizon.

De son côté, la Région Normandie, cher Nicolas Hulot, cher Yann Arthus-Bertrand, est totalement mobilisée sur ce sujet à travers la création d'un GIEC normand. C'est une particularité régionale, composée des plus grands chercheurs et universitaires de notre région, qui rendront en décembre leurs conclusions et résultats pour que nous puissions ensuite bâtir des politiques qui s'adaptent aux perspectives qu'ils ont tracées pour notre région.

Les phénomènes climatiques violents, la ressource en eau qui diminue, le désert qui gagne chaque jour, avec bien sûr ces catastrophes climatiques, et ensuite, ces drames humains. Mesdames et Messieurs, depuis 2008, on estime qu'en moyenne 25 millions de personnes ont été déplacées chaque année à cause des phénomènes climatiques, soit deux à trois fois le nombre de déplacements liés aux conflits armés et à la violence. Trois fois plus liés au réchauffement climatique qu'aux guerres et aux crises. C'est comme si, Mesdames et Messieurs, un tiers des Français devaient quitter chaque année son lieu de vie.

J'ajoute que ces peuples qui souffrent du dérèglement climatique sont les moins responsables de ce dérèglement, parce qu'ils sont souvent aussi les plus pauvres. La moitié de la population vivant dans ce qui est appelé les zones côtières basses, celles qui risquent donc la submersion à court terme, appartient aux pays les plus pauvres du monde et de la planète.

« Femmes, enfants, groupes autochtones forcés de quitter leurs foyers, leurs lieux de vie : voilà le coût humain et l'injustice profonde du changement climatique ».

Ces climato-déplacés sont et seront les nouveaux damnés de la Terre. Ils perdent d'abord leur sécurité, mais plus encore ils sont coupés de leur culture, de leur terre, parfois de leur civilisation.

Les nouveaux harkis du climat doivent trouver un nouvel espace, un nouveau toit, attendus par personne, souhaités par personne, bien souvent rejetés comme indésirables. De là peut naître le conflit, intérieur et civil, si c'est au sein d'un même pays, ou interétatique si les réfugiés climatiques ont passé la frontière. Guerre civile dans un premier temps, mais qui amène ensuite la participation aux conflits des Etats voisins, comme celle des grandes puissances. On va très vite du local au régional, du régional à l'international, du déplacement pour raisons climatiques aux conflits militaires, voire aux persécutions ethniques. Voilà le schéma vers lequel nous risquons d'emmener la planète.

Même si ses causes sont multiples, le Darfour est à ce titre un bon exemple : les pâturages se transforment en désert, les puits s'assèchent et les sociétés pastorales sont forcées de se déplacer, se disputant avec les communautés agricoles l'accès et le contrôle des pâturages et des points d'eau restants.

Mesdames et Messieurs, au-delà de la lutte contre le réchauffement climatique et le respect des accords de Paris, il y a l'ardente obligation de préserver, de protéger le multilatéralisme, mais il y a aussi un sujet à régler rapi-

dement, c'est d'aboutir à un statut de réfugié climatique reconnu à l'échelle internationale et par les Nations Unies, puisque nous en aurons, quoi qu'il arrive, plusieurs centaines de millions d'ici 2050.

La convention de Genève ne considère pas les déplacés environnementaux, si vous me permettez cette expression, comme des demandeurs d'asile, car personne ne les persécute, mais il faut très vite combler ce vide juridique qui empêche ces nouveaux déplacés d'être accueillis dignement et légalement.

« Les colibris de l'environnement sont aussi les colibris de la paix ».

L'équilibre social, terreau de paix

L'exemple de la menace environnementale montre que la sécurité au sens classique du terme ne suffit pas à garantir la paix. Je suis même convaincu que les dépenses militaires, et c'est l'ancien ministre de la Défense qui vous parle, en forte croissance, ne sont pas le meilleur moyen des nations, qui investissent tant et tant dans l'armement pour chercher à garantir leur tranquillité et leur sécurité.



Nous devons, Mesdames et Messieurs, les encourager à investir dans le savoir, lutter contre l'ignorance plus que sur le feu nucléaire, lutter pour les écoles et les universités plus que sur les camps militaires.

« La sécurité doit obligatoirement se conjuguer avec le développement durable, avec la santé, avec le respect des structures sociales ancestrales, facteurs de stabilité ».

Retenez simplement ce chiffre : 1% des dépenses militaires mondiales serait consacré au développement, c'est la bagatelle de 20 milliards de dollars à peu près. 20 milliards de dollars, je regardais cela ce matin, c'est deux fois le PIB du Niger et c'est l'équivalent du PIB du Mali.

Lorsque l'on évoque la question de la stabilité et de la sécurité de la zone sahélienne, on comprend très vite que la présence militaire française, pourtant indispensable pour éviter le pire en 2013, est aujourd'hui une impasse, car elle empêche la construction d'un modèle dans lequel, au bout du compte, on permettrait à ces peuples d'accéder à l'éducation, à la sécurité, à une protection minimum et à la santé. Ce serait le meilleur facteur et le meilleur moyen d'assurer l'équilibre de ces nations et leur capacité à pouvoir entrer sur le chemin du développement et de la prospérité. Cette question-là devrait donc être une question centrale, abordée par les Nations Unies, sur le thème : consacrez juste un tout petit peu plus de vos dépenses militaires au développement, et le monde entier se portera beaucoup mieux. Voilà, Mesdames et Messieurs, le message que je voulais évoquer ce matin.

Les femmes : victimes de guerre, bâtisseuses de paix

Je voudrais simplement terminer en disant un mot sur la situation des femmes, qui sera l'un des temps forts de nos débats. Les conflits étant de plus en plus intérieurs et civils, les femmes sont par dizaine, probablement par centaine de milliers, des victimes parfois invisibles, souvent silencieuses, de ces guerres. Il était pour nous important de braquer les projecteurs sur leur situation, et je me félicite que la lauréate du Prix Liberté soit à nouveau cette année une femme engagée pour les droits humains.

« Les femmes sont victimes, mais elles sont aussi là pour faire bouger le droit et les constitutions ».

Et si la Tunisie n'a pas sombré, tout le monde reconnaît que c'est notamment lié au fait que les femmes ont une place centrale et majeure dans la société tunisienne.

Je voudrais, à ce titre-là, adresser, et ce sera mon mot de conclusion, un petit message amical, un message de fraternité, à l'égard d'un homme qui était présent l'année dernière pendant nos deux jours de débats et de réflexion : Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix, défenseur des droits des femmes. Pour avoir évoqué les menaces qui pèsent sur les femmes en République démocratique du Congo, il est aujourd'hui lui aussi menacé sur sa vie. Denis, on est avec toi dans le combat que tu mènes.

Mesdames et Messieurs, après ces quelques mots, place aux débats et aux échanges. Vive, bien entendu, la Normandie, vive la France, mais aussi vive la paix et la sécurité et vive la démocratie, aujourd'hui tellement menacée. Je vous remercie.



LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

1.

LES RAISONS DE LA COLÈRE :

ENJEUX SOCIAUX, DÉMOCRATIQUES ET
ENVIRONNEMENTAUX POUR LA PAIX

Page 14 à 21

2.

LES FEMMES ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

*ELLE AU FORUM MONDIAL NORMANDIE
POUR LA PAIX*

Page 23 à 28

3.

RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES :

POUR LE MEILLEUR OU POUR LA GUERRE ?

Page 32 à 38

LES RAISONS DE LA COLÈRE :

ENJEUX SOCIAUX, DÉMOCRATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX POUR LA PAIX

Conférence n°1 | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 09h30 · 12h45 | salle plénière



Denis Cheissoux et Pascal Perrineau

Aux changements citoyens !

La première conférence du Forum mondial Normandie pour la Paix a décliné à travers ses différentes interventions et tables rondes une idée directrice : celle de la nécessité d'un changement profond qui, à défaut de venir des États, doit être porté par la société civile.

Après une intervention vidéo d'António Guterres¹, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Bertrand Badie a donné le ton de la matinée lors de son intervention initiale. *« Je voudrais tout particulièrement m'adresser à nos amis étudiants et élèves qui vont faire le monde de demain : n'hésitez pas, il faut tout changer ! La paix était jadis de la responsabilité des États. Ce n'est plus du tout le cas. Aujourd'hui, c'est l'affaire de l'humanité tout entière »*. Le professeur émérite à Sciences Po propose

une définition plus actuelle de la paix, hier considérée comme l'espace entre deux guerres : *« un ordre social, c'est-à-dire une façon d'aménager l'humanité »*. Pour lui, l'essentiel de la dialectique de la guerre et de la paix ne vient plus de la stratégie mais de la souffrance qui dicte nos relations internationales et commande l'agenda du monde. Des souffrances comme l'insécurité alimentaire, l'insécurité environnementale ou l'insécurité économique, qui conduisent à la pauvreté ou à l'insécurité individuelle face à l'oppression et à

¹ Vidéo à retrouver sur le site normandiepourlapaix.fr



Bertrand Badie

« Le monde n'est plus dicté par la politique mais par le social. Contre des sociétés en décomposition, le canon ne peut rien. Une politique de la paix ne peut se construire que dans le rétablissement de la justice sociale et d'un nouvel humanisme international ».

Bertrand Badie

la dictature. La paix, de fait, suppose une solidarité humaine qu'il faut savoir opposer aux défis que représentent les souffrances sociales, lesquelles engendrent la peur.

Les causes du désordre

En écho aux souffrances humaines, Niagalé Bagayoko évoque la situation de l'Afrique, qui ne peut se résumer au djihadisme. Elle relate des mouvements d'autodéfense, des milices communautarisées et des insurrections populaires. Ces violences multidimensionnelles renvoient selon elle à une remise en cause de la gouvernance postcoloniale, perçue comme défailante en termes d'éducation, de développement, d'urbanisation... Elle pointe

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE :

- **Hervé Morin**, président de la Région Normandie

OUVERTURE VIDÉO :

- **António Guterres**, secrétaire général des Nations Unies

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Denis Cheissoux**, journaliste, France Inter
- **Frédérique Bedos**, fondatrice de l'ONG Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

- **Antonio Oposa Jr**, titulaire de la Chaire Normandie pour la Paix, avocat spécialiste du droit de l'environnement
- **Bertrand Badie**, professeur émérite des Universités, Sciences Po
- **Enrico Letta**, doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris, président de l'Institut Jacques Delors, ancien président du Conseil des ministres italien (2013-2014)
- **Pascal Perrineau**, politologue et professeur des Universités à Sciences Po, ancien directeur du CEVIPOF
- **Niagalé Bagayoko**, présidente de l'African Security Sector Network
- **Arnaud Fontanet**, professeur à l'Institut Pasteur et au Cnam
- **Jane Goodall**, DBE, fondatrice du Jane Goodall Institute et messagère de la paix auprès des Nations-Unies Intervention vidéo en présence de **Galitt Kenan**, directrice de Jane Goodall Institute France
- **Yann Arthus-Bertrand**, photographe, réalisateur, président de la fondation GoodPlanet
- **Nicolas Hulot**, président d'honneur de la Fondation Nicolas Hulot
- **Louise Mushikiwabo**, secrétaire générale de la Francophonie
- **David Boyd**, apporteur spécial sur les droits de l'Homme et l'environnement à l'ONU

aussi du doigt des systèmes locaux qui échappent totalement à l'autorité des États. Si l'on ajoute à cela la pression sur les ressources naturelles, ces tensions génèrent des phénomènes migratoires de grande ampleur, avec un million de déplacés rien qu'au Burkina Faso par exemple. La Présidente de l'African Se-

curity Sector Network affirme que « *ce qui prévaut en Afrique, c'est d'importer la sécurité* ». Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, témoigne des turbulences dans le monde. Cette organisation compte cinquante-quatre gouvernements et nations membres à part entière et trente-quatre en qualité observateurs – dont une partie en Afrique – qui ont en commun la langue française. Elle évoque des citoyens qui ne se sentent plus écoutés et qui savent utiliser très habilement le numérique pour témoigner de leur « grogne » : « *dans les coins les plus reculés de la famille francophone, on sait communiquer cette colère. Nous devons nous poser, écouter ces citoyens et leur expliquer comment engager un dialogue avec eux* ».



Louise Mushikiwabo

La crise sanitaire : un catalyseur

Arnaud Fontanet, interrogé sur ce que révèle la pandémie sur nos comportements, dit que la Covid-19 a « *montré à la fois le pire et le meilleur de l'être humain* ». Le pire avec des égoïsmes nationaux autour des masques et des



Arnaud Fontanet

tests, et le meilleur avec un personnel soignant débordant d'implication et des solidarités individuelles remarquables. Dans une logique préventive, le professeur à l'Institut Pasteur préconise une meilleure coordination européenne, notamment en matière de tests. Il insiste également sur la nécessité d'obliger les pays à déclarer les crises sanitaires dès qu'elles interviennent, comme cela est prévu depuis le SRAS², le facteur temps constituant une clé pour limiter la propagation d'un virus. Galitt Kenan soutient pour sa part l'idée que la destruction des forêts et des espaces naturels à un rythme effrayant crée les conditions propices pour le développement des zoonoses. Les scientifiques estiment ainsi que 60 à 70 % des virus qui touchent l'Homme



Galitt Kenan

² Maladie infectieuse des poumons apparue pour la première fois en Chine en novembre 2002

sont liés à la faune. Des propos étayés par un enregistrement vidéo du Dr Jane Goodall. La sagesse et l'opiniâtreté à défendre la cause animale de cette anthropologue de renommée mondiale forcent l'admiration de la salle.

Des défenseurs de la terre qui « agissent »

Les interventions de Nicolas Hulot et de Yann Arthus-Bertrand ont été saluées par le public, chacune de leur prise de parole suscitant de longs applaudissements. Dans un savant équilibre entre passion et raison, Nicolas Hulot a décrypté avec pédagogie les

raisons de la colère internationale. *« La donne a changé : la mondialisation a connecté le monde mais ne l'a pas relié. Les technologies ont permis à chacune et à chacun de découvrir les inégalités et de prendre conscience que ses chances de vie et sa qualité de vie dépendent majoritairement du lieu où il naît et de la famille dans laquelle il grandit. Aux souffrances que vous avez évoquées, j'en rajouterai une : l'humiliation ».*

Nicolas Hulot estime que la crise climatique constitue l'injustice et l'humiliation de trop pour des dizaines de millions de personnes chaque année.



Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot

Messages aux jeunes générations

D'une même voix, Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot ont exhorté les jeunes présents à ne pas se résigner malgré l'ampleur des défis qui les attendent. Ils les ont poussés à « agir » et « à s'engager » pour rendre le monde meilleur et, d'une certaine manière, à réparer les « excès » des générations précédentes dont ils ne s'absolvent pas, bien au contraire. Avec humilité, Nicolas Hulot leur conseille aussi de réfléchir au mot « liberté » qu'on travestit trop souvent « en une absence de règles et de limites ». Or, étymologiquement, la liberté est la règle que l'on

se fixe à soi-même. *« Notre société nous conditionne à la tentation d'un certain nombre de désirs plus ou moins futiles qui nous font échapper à la beauté et à l'essentiel de la vie. J'ai des enfants de votre âge et, si je comprends l'attachement de votre génération aux écrans, je vous invite à ne pas y passer le plus clair de votre temps. Sachez résister à cette société de consommation et d'addictions, reprenez la main et ne laissez pas les autres vous manipuler dans des comportements compulsifs de consommation ».*



Nicolas Hulot

Celles-ci subissent les conséquences d'un phénomène qu'elles n'ont pas provoqué, dans un monde où 1 % des plus riches détiennent deux fois la richesse de 92 % de la population mondiale. **« Le temps est venu d'assumer nos responsabilités »**. Yann Arthus-Bertrand, dans la foulée, centre son message sur l'inquiétude grandissante de la société vis-à-vis du climat **« qui ne reviendra jamais comme avant »** selon les scientifiques. Cette situation inquiète des jeunes et des moins jeunes qui cherchent à donner un sens à leur vie. Malgré la situation, le photographe militant préconise de réguler notre stratum, cet endroit du cerveau qui nous pousse à vouloir « toujours plus ». Il en-

« Je fais partie de celles et ceux qui ont vécu la tyrannie de la croissance et qui ont fait ce que le monde est devenu. Pour cela, j'ai envie de demander pardon aux jeunes générations »

Yann Arthus-Bertrand

« Il est intolérable d'apprendre qu'on a été capable de livrer une bouteille de Coca-Cola dans un village reculé du monde mais pas un traitement antipaludéen. Choisir la coopération plutôt que la prédation n'est plus une option dans un monde où toutes les inégalités se voient et se creusent. Personne ne pourra aspirer à vivre en paix tant qu'elles persisteront ».

Nicolas Hulot

courage tout le monde à agir, car **« l'action rend heureux »**. La mobilisation citoyenne peut réduire jusqu'à 30% les causes du changement climatique. Si ce chiffre est loin d'être négligeable, Yann Arthus-Bertrand demande à Nicolas Hulot pourquoi il est si difficile pour le monde politique de passer **« de la parole aux actes »**. L'ancien ministre français de la Transition écologique et solidaire évoque à ce titre les injonctions contradictoires auxquelles les décideurs doivent faire face. **« C'est très**



Yann Arthus-Bertrand

difficile d'avoir deux paires de lunettes, l'une pour voir de près l'urgence du moment et l'autre pour voir de loin les problèmes à dix ou vingt ans. Quand vous les mettez l'une sur l'autre, vous voyez flou ». La difficulté de l'exercice démocratique tient aujourd'hui à une mise en pratique. *« On sait ce qu'il faut faire, mais on ne sait pas comment, on n'a pas de méthode »*. Il recommande à ce titre le principe « d'irréversibilité » pour éviter les retours en arrière et celui de « progressivité » pour organiser la mutation et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. *« Quand j'étais ministre, on a interdit l'usage des néonicotinoïdes, des pesticides qui tuent les abeilles. C'est une chose d'interdire un produit, cela en est une autre de se soucier des conséquences sociales de ce retrait sur certaines filières agricoles. Or, sur ce dossier, comme rien n'a été fait pour trouver des alternatives, on se retrouve trois ans après dans une impasse, notamment pour la filière "betteraves" »*. Nicolas Hulot terminera son propos en regrettant que la sphère politique soit de plus en plus dépossédée par les lobbies et les organismes financiers et économiques du pouvoir conféré par les principes démocratiques.

L'analyse des colères sociales

Pascal Perrineau porte quant à lui un constat plutôt inquiétant : la démocratie vit une fin de cycle, à l'image des taux d'abstention records observés à chaque élection. *« Les opposants qui continuent d'investir les partis politiques ne sont plus là pour gouverner, mais plutôt pour dire non au système tel qu'il est. Ce phénomène mondial alimente les courants populistes »*. Cette mutation touche également le terrain des mouvements sociaux moins

encadrés et plus éruptifs que par le passé. Souscrivant à la définition d'Antonio Gramsci selon laquelle *« la crise, c'est quand le vieux monde meurt et que nouveau monde hésite à naître »*, il évoque entre les deux phases l'apparition « de monstres » qui s'attaquent à la règle démocratique et à l'État de droit, y compris en Europe. Le professeur des universités à Sciences Po fait notamment référence à un tag des gilets jaunes qui indiquait *« nous ne voulons plus discuter »*. Or, comment imaginer un nouveau monde pacifique sans ce préalable ? Cette situation renforce l'idée ancienne que la démocratie s'avère incompatible avec toute forme de représentation par un personnel politique.

« Les souffrances évoquées ce matin peuvent accoucher du meilleur, mais aussi du pire ».

Pascal Perrineau



Pour Pascal Perrineau, les ouvriers et employés qui ont été les acteurs de l'ère industrielle - en voie de disparition - ont aujourd'hui le sentiment d'être laissés au bord du chemin. Ils

rentrent de fait en dissidence politique. Le politologue s'essaie à trois scénarios prédictifs « de sortie de crise ». Le premier serait de revenir à des régimes autoritaires. Un Français sur trois approuve ainsi l'idée d'un homme fort et providentiel qui se passerait d'élections et de Parlement, une issue plébiscitée notamment par les jeunes. Le second prendrait la forme d'une société technocratique en capacité d'administrer un pays en lieu et place des gouvernements incapables de gérer la complexité du monde. La troisième, qu'il

appelle de tous ses vœux, consiste à « *démocratiser la démocratie* », autrement dit, à imaginer un nouveau type de gouvernance plus « participative » qui va au-delà de la simple démocratie « consultative ».

Un Erasmus de la jeunesse

Enrico Letta évoque le décalage intolérable entre « *nos institutions 1.0 et nos vies personnelles et professionnelles 5.0* ». Alors que nous vivons mieux aujourd'hui qu'hier, la contestation naît selon lui de l'angoisse liée aux

Plaidoyer pour un climat de changement

Antonio Oposa, titulaire de la Chaire d'excellence Normandie pour la Paix, est l'un des avocats activistes pionniers en Asie dans le domaine du droit de l'environnement. Originaire des Philippines, il est connu pour avoir remporté contre son gouvernement la première affaire au nom des générations futures.

« Nous aurons la paix sur terre lorsque nous aurons la paix avec la terre. Les choses qui rendent notre vie confortable aujourd'hui nous rendront malheureux demain en raison de leur raréfaction : l'eau et l'électricité que nous gaspillons,



les matériaux que nous consommons à outrance, les déplacements inutiles que nous effectuons... Ce que nous voyons maintenant, c'est le changement climatique. Mais ce dont nous avons besoin, c'est un climat de changement. D'abord, agissons localement. Ouvrons des jardins d'alimentation qui assureront nos besoins alimentaires et absorberont le CO2. Cela nous connectera aux humains, à la nature et à nous-mêmes. Ensuite, partageons nos routes pour aider les gens à se déplacer, en réduisant la place de la voiture. Créons aussi des bassins pour pouvoir faire des collectes d'eau. L'environnement est l'affaire de tous. Il ne peut y avoir de conflit entre la nature et le monde des affaires, parce que la nature des affaires doit être les affaires de la nature ».

incertitudes et aux mutations et de l'incapacité des dirigeants à fixer un cap dans ce monde globalisé. L'ancien Premier ministre italien rappelle néanmoins que l'Union européenne a su éviter l'implosion en 2020 face à la crise sanitaire grâce à son plan de relance qui doit être l'occasion d'imaginer de nouveaux paradigmes. Il annonce à ce titre le lancement prochain du plus grand exercice de démocratie participative au monde avec une consultation citoyenne à l'échelle européenne en lien avec la gouvernance de l'UE. Le Président de l'Institut Jacques Delors milite par ailleurs pour la création d'un Erasmus pour tous les jeunes, une proposition saluée par un tonnerre d'applaudissements.

« Aujourd'hui, seuls les étudiants des familles les plus favorisées ont la possibilité de séjourner à l'étranger. Nous savons que c'est une expérience très utile pour leur CV et leur compréhension du monde. Nous proposons un Erasmus obligatoire de quelques mois pour tous les jeunes dès 15, 16 ou 17 ans, financé par l'Union européenne. Ce serait une grande avancée aussi du point de vue démocratique ».

Enrico Letta



WALK THE GLOBAL WALK :

la jeunesse motrice du changement climatique

L'édition Walk the Global Walk 2019-2020 s'est officiellement terminée jeudi 1^{er} octobre à l'occasion du Forum mondial Normandie pour la Paix. Après une année de sensibilisation sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) en classe, 341 lycéens normands se sont réunis à Caen pour cette marche au départ du Forum, symbole de leur mobilisation. L'initiative Walk the Global Walk mobilise depuis 2017 les jeunes Européens en tant qu'acteurs du développement d'une culture de paix et de promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment sur les enjeux climatiques. En Normandie, l'initiative est soutenue par le Conseil régional et mise en œuvre par l'équipe de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix pour une jeunesse normande toujours plus engagée.

SUR LE VIF

« Nous avons notre mot à dire »

Bastien Cohin, 20 ans, est étudiant en 4^e année de Médecine à Caen. Il nous livre son sentiment sur la conférence plénière qui a inauguré le Forum de la Paix et mis la jeunesse en exergue.

Pourquoi êtes-vous venu à ce Forum, et à cette conférence en particulier ?

« Je suis venu à ce forum avec un groupe d'amis étudiants en médecine comme moi car la thématique de la conférence est essentielle dans le cadre de notre cursus. Il y a un lien évident entre « santé et paix ». Nous faisons partie également d'une association étudiante, l'ANEMF1, sensible aux questions sociales, de santé globale et de solidarité. Enfin, nous sommes Normands et il nous semble logique de participer à cet événement local qui a une portée internationale ».

Quelles sont les interventions qui vous ont le plus marqué au cours de cette matinée ?

« Plus qu'une intervention en particulier, j'ai apprécié le discours général de la conférence dont le mot d'ordre vis-à-vis des jeunes a été le suivant : « vous êtes les acteurs de demain et quelle que soit la complexité des enjeux géopolitiques, environnementaux et climatiques, vous avez votre mot à dire et n'ayez pas peur de la faire ». Concrètement, que pouvons-nous faire ? J'ai aimé à ce titre l'idée de « démocratie continue » pour acter le changement... ».

Demain, vous serez probablement médecin. En quoi pensez-vous pouvoir changer les choses, en commençant par votre univers professionnel ?

« Il est encore difficile de me projeter mais je souhaite que mon comportement professionnel soit en adéquation



Bastien Cohin, étudiant en médecine, interrogé à la sortie de la conférence plénière sur « les enjeux sociaux, démocratiques et environnementaux pour la paix » à laquelle il a assisté.

avec mes valeurs et l'évolution du monde. Je suis conscient des inégalités socioéconomiques dans l'accès aux soins par exemple, qu'il faut combattre. Si je n'ai pas les connaissances et les compétences pour évoquer la Covid-19 sous l'angle épidémiologique, je vois dans cette pandémie mondiale un catalyseur des changements profonds auxquels notre monde est confronté... ».

LES FEMMES ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

ELLE AU FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX

Conférence n°2 | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 14h00 · 17h00 | salle plénière



Laurence Fischer (de dos), Ghada Hatem-Gantzer, Caroline Six et Céline Bardet

Les femmes, entrepreneuses de paix

Si *Normandie pour la Paix* a abordé dans ses multiples composantes le rôle de la gente féminine dans les conflits, c'est la première fois tout d'abord que le Forum consacrait un temps long entièrement dédié à l'impact genré des conflits et au rôle des femmes dans la paix. La tenue des échanges aura aussi permis d'aborder des angles originaux, offrant de nouvelles perspectives de réflexion. Enfin, ce rendez-vous a été marqué par des témoignages forts et poignants qui ont frappé les esprits.

Les femmes, toujours présentées comme des victimes de la guerre, sont aussi des actrices capitales des processus de paix. Telle est l'idée de la première table ronde de la conférence, à l'image de Hajer Sharief. Depuis la Syrie, la jeune femme nous explique comment elle a dépassé en 2011 son statut d'étudiante en médecine au chevet des blessés de la révolution sy-

rienne¹ pour devenir « activiste pour la paix ». À travers son organisation non gouvernementale (ONG) Together We Build, elle pousse et forme ses compatriotes dans une trentaine de villes en Libye à prendre la parole dans des espaces de décision phagocytés par

¹ Ce conflit armé en cours depuis 2011 en Syrie a débuté pacifiquement dans le contexte du Printemps arabe avant d'être réprimé par le régime de Bachar el-Assad malgré les protestations internationales

des hommes. « *Nous luttons contre les stéréotypes qui laissent à penser que les questions de guerre, de paix et de pouvoir sont l'apanage masculin* ». Prônant une féminisation des pourparlers, Hajer Sharief invite le citoyen à passer du rôle de « gentil » observateur à celui d'acteur de terrain au service de la paix. « *Rester dans son coin sans faire de mal ne suffit plus. Au regard des enjeux de notre planète, tout le monde doit faire entendre sa voix. Nous sommes tous responsables* ». Betty Oyella Bigombe accrédite ce point de vue au regard de son expérience dans le processus de paix du Sud Soudan. Elle précise

KEYNOTE D'OUVERTURE :

- **Hervé Morin**, président de la Région Normandie
- **Yann Arthus-Bertrand**, photographe, réalisateur, président de la Fondation GoodPlanet. Réalisateur du film *Woman*

MODÉRATRICES :

- **Florence Besson**, rédactrice en chef diversification au magazine ELLE
- **Aude Le Gentil**, journaliste au magazine ELLE
- **Caroline Six**, journaliste au magazine ELLE

INTERVENANTES :

- **Fanny Benedetti**, directrice exécutive d'ONU Femmes France
- **Hajer Sharief**, co-fondatrice de Together We Build It
- **Céline Bardet**, juriste et enquêtrice criminelle internationale, spécialisée sur les questions de justice et de sécurité.
- **Laurence Fischer**, ambassadrice de France pour le Sport
- **Ghada Hatem-Gantzer**, Médecin-Cheffe de la Maison des femmes de Saint-Denis
- **Marie Leroy**, experte climat de CARE France
- **Delphine O**, ambassadrice, secrétaire générale du Forum Génération Égalité
- **Hindou Oumarou Ibrahim**, présidente de l'Association des Femmes Peules et Peuples Autochtones du Tchad (AFPAT)
- **Barbara Hendricks**, ambassadrice à vie du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies
- **Betty Oyella Bigombe**, Envoyée Spécial du Gouvernement ougandais dans le Processus de Paix du Sud Soudan



néanmoins que « *la paix n'est pas la fin de guerre* », laquelle doit se construire avec les femmes dont le regard qu'elles portent et le rôle qu'elles jouent dans la société sont si précieux. Et de citer l'exemple rwandais « *qui est passé du génocide à la renaissance* » grâce aux femmes. Critique vis-à-vis de la résolution 13-25² de l'ONU - louable dans sa définition mais insuffisant en termes d'actions - Betty Oyella Bigombe fustige à ce titre le manque de moyens alloués à la cause des femmes pour agir en faveur de la paix.

Le viol comme arme de guerre

Un extrait du film *Woman* d'Anastasia Mikova et Yann Arthus-Bertrand a été diffusé en préambule de la table ronde suivante. Le public a suivi les témoignages bouleversants face caméra de femmes violentées et violées dans des régions du monde en guerre ou en conflit. Caroline Six souligne le courage de ces victimes qui osent parler au risque de subir « une double peine ». A la barbarie des actes physiques dont elles sont l'objet s'ajoute en effet l'opprobre de leur famille ou de leur communauté qui les rejettent. Comment

² Elle demande de prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles contre les actes de violence pendant les guerres et de leur donner la possibilité de participer aux processus de paix afin de trouver des solutions à long terme.

rompre ce cercle vicieux quand on sait que le silence reste le complice majeur de la perpétuation de la barbarie ? La journaliste de *ELLE* en profite pour lutter contre l'idée reçue que le viol serait de tout temps un dommage collatéral de la guerre.

« En réalité, c'est à la fin des années 1990 qu'on a commencé à parler du viol comme arme de guerre. Pourquoi ? Parce que ces exactions, commises en Bosnie ou en République démocratique du Congo, sont devenues massives et perpétrées avec une extrême violence planifiée par des chefs de guerre au sein d'une stratégie politique ».

Caroline Six

En Bosnie, ce sont de véritables camps de viols qui ont été mis en place. Plus récemment, Daesh a utilisé des manuels pour asservir les femmes yézidiées. En Birmanie, le viol utilisé comme arme de nettoyage ethnique concerne plus de 50 000 personnes. Au Rwanda, c'était dix fois plus. Et cela n'est pas près de s'arrêter. En 2018, l'Organisation des Nations unies (ONU) recense 19 situations d'esclavage sexuel utilisé comme tactique de combat. Ces viols visent à décimer une société, par la destruction des appareils génitaux des femmes, ou, quand ce n'est pas le cas,

par les conséquences d'une grossesse sur les femmes enceintes de leur bourreau.

Réparation et résilience

Le Forum a laissé la parole à trois femmes d'horizons différents qui viennent en aide aux victimes de viols. Ghada Hatem-Gantzer, gynécologue, spécialisée dans la chirurgie réparatrice et les mutilations sexuelles, a créé la Maison des femmes en Seine-Saint-Denis, un modèle pour la prise en charge des victimes de violences sexuelles. « *Le viol est une arme de destruction de l'intime, que ce soit pendant la guerre ou dans nos foyers. Il détruit l'estime de soi et transforme des individus en personnes vides, salies, humiliées, condamnées au silence. Il faut s'engager à l'international, comme le fait notre Maison qui accueille d'ailleurs des migrantes exposées aussi à ce fléau. Mais il ne faut pas oublier non plus le national* » précise Ghada Hatem-Gantzer qui explique combien l'accompagnement des victimes est complexe. « *A la Maison des femmes, on s'occupe des corps, mais aussi des esprits avec des psychologues et des psychiatres, qui s'occupent du traumatisme, de la dissociation notamment. On propose aussi des activités d'art-thérapie comme la danse et le théâtre afin de faciliter l'expression orale et corporelle* ». Laurence Fisher, ancienne championne de karaté et ambassadrice de France pour le



sport, s'est engagée dans cette cause. Elle part du principe que « *le traumatisme étant arrivé par le corps, la reconstruction pouvait aussi passer par le corps à travers la pratique sportive* ». Elle intervient en soutien de la Maison des femmes et témoigne de l'impact positif des actions mises en place « *car cela se fait dans un environnement holistique et pluridisciplinaire* ». Céline Bardet a éclairé le sujet de son œil d'avocate. Elle a créé l'organisation non gouvernementale We Are Not Weapons Of War, spécialisée dans la sensibilisation à l'enjeu du viol comme arme de guerre, l'expertise judiciaire pour lutter contre l'impunité et l'accompagnement aux victimes. Elle souligne à cet effet toute la difficulté liée « à la preuve », mais aussi à « la parole » lorsqu'on sait qu'au plan international le nombre de plaignantes qui vont au bout du processus judiciaire est infinitésimal. Et toutes les trois de s'unir pour sensibiliser l'opinion à la question de la « réparation » mais aussi « de l'engagement » pour lutter contre ce fléau qui ne doit plus être une fatalité.

Quand le leadership se conjugue au féminin

Cette conférence s'est aussi intéressée au leadership des femmes pour préserver la paix à travers la problématique du réchauffement climatique, dont l'impact touche particulièrement les femmes. Outre l'intervention d'Hindou Oumarou Ibrahim (lire page 28), la question a été abordée par

« Les pays du Sud sont en première ligne de l'impact du changement climatique alors qu'ils en sont les moins responsables ».

Marie Leroy



Delphine O qui se félicite que la thématique « genre et climat », relativement inconnue, soit mise à l'honneur. Si les femmes sont les premières impactées par l'insécurité alimentaire, elles en sont aussi les victimes collatérales. Ainsi, après une catastrophe liée au dérèglement, le nombre de mariages forcés augmente considérablement car les familles appauvries ont besoin de nouveaux revenus. Aujourd'hui, dans les pays en développement, 60 à 80% de la production agricole est réalisée par les femmes, qui ne touchent pourtant que 10% des revenus générés.

Marie Leroy, experte climat de CARE France, estime qu'elles sont les mieux placées pour proposer des solutions car elles se trouvent aux premières loges pour constater la dégradation de la nature. Mais elles sont empêchées par le manque de moyens financiers et de formation, et leur absence au sein des processus de décision, que ce soit au niveau local ou international.

L'engagement de Barbara Hendricks

Cantatrice mondialement connue et défenseuse des réfugiés, Barbara Hendricks a clôturé la conférence avec un message d'espoir. Ambassadrice à vie du Haut-Commissariat aux Ré-

fugies des Nations unies (HCR), elle a perdu des amis proches, morts au service des droits de l'Homme. Elle continue de se battre depuis 35 ans, pour eux, mais aussi pour les réfugiés qu'elle a rencontrés et qui, d'une certaine façon, l'empêchent de baisser les bras. Les femmes et les enfants représentent 80% des réfugiés, et l'une d'elle en particulier a bouleversé Barbara Hendricks à vie. Elle était en Tanzanie après le génocide du Rwanda dans un centre pour enfants atteints de malnutrition. Il y avait une maman assise par terre, avec un bébé au sein en train d'allaiter et son autre enfant en bas âge à ses côtés qui se laissait dépérir. *« Cette maman savait que ce deuxième enfant allait mourir alors qu'elle continuait de nourrir l'autre pour le sauver. Comme elle, malgré l'horreur des situations, nous n'avons pas le droit de perdre espoir »*. Interrogée sur l'impact de la Covid-19 sur l'aide humanitaire, Barbara Hendricks a expliqué que la pandémie aggravait la situation des réfugiés, notamment des jeunes filles discriminées qui n'ont pas accès à l'éducation. Invitée enfin à parler à la jeunesse, elle leur a tenu un discours mobilisateur. *« Vous devez agir pour ne pas être dépendante d'autrui. Vous avez le pouvoir et le courage de le faire. Je compte sur vous pour corriger les fautes de ma génération et de celles d'avant. Notre société a besoin de vous, les femmes. Soyez fortes et luttiez pour y arriver ! »*.

« En tant que citoyenne, je suis actrice de ma libération. Je dis à toutes les jeunes femmes qui m'écoutent aujourd'hui que la liberté se gagne avec chaque génération ».

Barbara Hendricks



REPÈRES

- **1/2** million de femmes ont été violées au Rwanda pendant le génocide de 94
- **70%** des victimes non combattantes dans les conflits récents sont des femmes et des enfants
- **5%** seulement des signataires de processus de paix ces trente dernières années étaient des femmes
- **35%.** Tel est le taux de réussite d'une négociation de paix diligentée ou accompagnée par des femmes selon une étude *International Peace Institute* sur une période de 20 ans

HINDOU OUMAROU IBRAHIM

PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES PEULES
ET PEUPLES AUTOCHTONES DU TCHAD (AFPAT)

Et la salle s'est levée pour une standing-ovation !

Hindou Oumarou Ibrahim s'est avancée sur l'estrade dans sa robe aux étoffes chatoyantes, fière de sa culture et de son pays. Dès ses premiers mots, le public a senti qu'il se passait quelque chose. Ses propos cinglants de vérité ont fait mouche, comme celle qu'on a entendu voler lorsqu'elle s'est exprimée.

« Le changement climatique est le quotidien de mon peuple. On passe en quelques semaines de 50°C à des pluies qui inondent tellement nos villes et villages qu'il faut une pirogue pour aller d'une maison à une autre ! Mais le plus dur vient après, avec l'insécurité alimentaire. Chez moi, il n'y a pas de bouton d'électricité, de magasins, de pharmacies. La brousse est notre supermarché ! On vit dans les forêts, les savanes, les petites îles. Cette vie en harmonie avec la nature nous a permis

de créer des savoirs et connaissances traditionnels depuis des millénaires. Nous n'avons pas de smartphone pour connaître la météo. Mais ma grand-mère peut prédire le temps sans jamais se tromper en observant les déplacements des oiseaux, le comportement des bœufs ou la position des étoiles. On n'a pas de doctorats non plus, mais nous sommes des experts de la terre. Et ces connaissances sont très valables pour la survie de l'humanité ! Les femmes de ma communauté sont des héroïnes car elles continuent malgré tout de trouver à manger et à boire. Pour les aider, nous avons besoin d'empathie, que les gens comprennent ce que nous vivons, qu'ils se mettent à notre place et qu'ils agissent pour que les énergies renouvelables soient accessibles. Ce n'est pas en ayant pitié des autres qu'on va résoudre le problème, mais en agissant avec des peuples comme le mien qui ont le savoir pour sortir de cette crise. Ce sont les connaissances des peuples autochtones qui protègent plus de 80 % de la biodiversité mondiale ! N'oubliez pas que la nourriture du supermarché vient de la Terre qui nous donne tout. La terre est respectée par mon peuple et doit être respectée par tous les peuples du monde pour nous sortir du réchauffement climatique ».



SUR LE VIF

« Une conférence inspirante »

Carine Gendron, 35 ans, est hôtesse d'accueil au Musée Mémorial d'Omaha Beach. Elle revient sur la conférence plénière consacrée aux femmes et à la construction de la Paix, nous rappelant combien ce type d'événements est émotionnellement et intellectuellement stimulant.

Pourquoi avez-vous choisi d'assister au Forum, et notamment à la conférence sur « les Femmes et la construction de la Paix » ?

« Je suis d'origine québécoise et j'étais animatrice culturelle dans mon ancienne vie, chargée notamment de la sensibilisation à la dépression dans les lycées. La question de l'intime m'interpelle, une dimension omniprésente au cours de cette conférence. J'ai été aussi sensibilisée par mon travail à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, ce sujet est au cœur de mon métier. Ce Forum me donne donc l'occasion de me nourrir personnellement mais aussi professionnellement. J'ai appris plein de choses. Pour moi, le temps passé ici à la valeur d'une journée de formation continue ! ».

Quelles sont les interventions qui vous ont le plus marquée au cours de cette matinée ?

« Paradoxalement, c'est un homme qui m'a le plus touché. Il s'agit de Yann Arthus-Bertrand lorsqu'il a évoqué sa mère, et l'importance qu'elle a eue dans sa vie. C'était un hommage vibrant et sincère au rôle des femmes. J'ai été aussi très marquée par Hindou Oumarrou Ibrahim dont j'ai apprécié le discours. Elle nous a rappelé qu'il faudrait qu'on arrête -nous les occidentaux - d'imposer notre façon de faire, y compris en matière d'aide internationale. Nous ferions mieux d'écouter les populations concernées afin de leur apporter



Carine Gendron, hôtesse d'accueil, a répondu à nos questions après avoir assisté à la conférence plénière sur « les Femmes et la Paix ».

ce dont elles ont besoin. J'ai aussi été remarquablement impressionnée par le travail de la Maison des femmes. Bref, ce fut une conférence très riche... ».

Que reprenez-vous fondamentalement de cette conférence ?

« J'ai été dans l'émotion d'un bout à l'autre de la conférence. Il y a beaucoup de propos poignants et de témoignages édifiants, comme ceux des femmes victimes de viols de guerre notamment. Pour autant, je retiens d'abord et avant tout le côté positif des messages diffusés. Je ne suis pas militante ni féministe, mais c'est un bonheur de voir le travail exceptionnel mené par ces femmes qui nous disent « engagez-vous ». J'ai trouvé la motivation des intervenantes très inspirante ».

RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES : POUR LE MEILLEUR OU POUR LA GUERRE ?

Conférence n°3 | Vendredi 2 OCTOBRE | 09h30 - 12h45 | salle plénière



Dominique Nora, Frédéric Bordry, et Gabriela Ilian Ramos Patino

Un mariage de raison

Big data, intelligence artificielle, reconnaissance faciale, cyberspace... les technologies modifient en profondeur le champ des possibles, ce qui interroge sur leur utilisation à des fins pacifiques ou guerrières. Les interventions du jour ont exploré les multiples facettes de la question sous des angles éthiques, géopolitiques ou juridiques.

Nicole Gnesotto a été invitée à poser les bases de cette 3^e conférence. « *Nous nous sommes intéressés dans les conférences précédentes aux souffrances sociales, sanitaires et environnementales. Aujourd'hui, nous allons regarder les choses par le haut, en nous focalisant sur les espérances portées par la science et le progrès technologique, mais aussi leur utilisation belligène* ». Depuis que l'humanité existe, toutes les technologies ont montré leur ambivalence. Mais avec l'apparition de l'intelligence artificielle, peut-on encore dire que la valeur des technologies dépend de l'usage que l'on en fait

et que l'humain contrôle toujours son inventivité technologique ? La professeure du CNAM développe l'idée que les technologies de guerre ont été paradoxalement porteuses d'innovations extraordinaires et positives, comme la pénicilline ou le GPS. L'arme nucléaire fait aussi débat. Si l'on s'accorde à dire qu'elle est potentiellement abominable, puisqu'elle peut détruire l'ensemble de l'humanité, certains louent ses vertus dissuasives. Pour eux, c'est une arme « géniale » car elle empêche la guerre. Le numérique et la révolution des technologies de l'information créent ainsi un nouvel et cinquième espace de

guerre, le « cyberspace ». La difficulté à l'avenir n'est pas de penser le contrôle éthique des technologies, mais le contrôle de leur interconnexion, ce qui pose deux questions sous-jacentes : leur gouvernance et leur impact sur la démocratie.

« Les technologies sont neutres. La différence est dans l'usage qu'en font les hommes ».

Nicole Gnesotto



Numérique et justice

Dominique Nora, modératrice, a interrogé Christiane Feral-Schuhl sur les nouvelles relations entre technologies et droits de l'Homme dans le domaine de la justice. Laquelle généralise la vidéo-audience, une technologie séduisante que la présidente du Conseil national des barreaux tempère fortement : *« Le numérique peut évidemment remplir un certain nombre de tâches administratives. En revanche, Il est important de conserver cette part d'humain, d'accès aux juges. La dématérialisation d'un procès altère la recherche de vérité car la dimension*

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE :

- **Hervé Morin**, président de la Région Normandie
- **Gérard Araud**, chroniqueur au Point et France Inter

MODÉRATRICE ET ANIMATEURS :

- **Dominique Nora**, directrice de la rédaction de L'Obs
- **Frédérique Bedos**, fondatrice de l'ONG Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

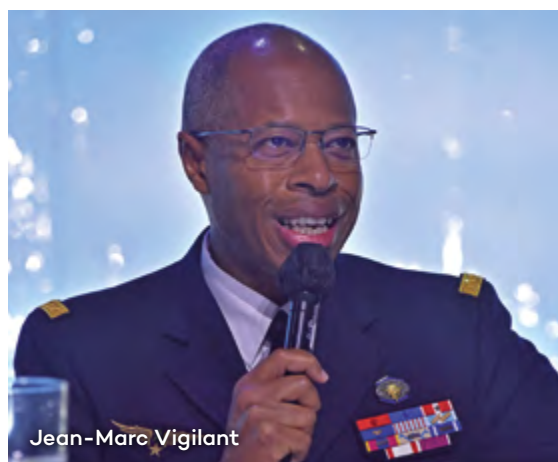
- **Nicole Gnesotto**, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors
- **Christiane Feral-Schuhl**, présidente du Conseil national des barreaux
- **Jean-Marc Vigilant**, directeur de l'Ecole de guerre
- **Jean-Louis Gergorin**, chargé de cours à SciencesPo, ancien vice-président exécutif (stratégie) d'EADS, ancien chef du Centre d'Analyse et de Prévision du Quai d'Orsay
- **Marija Pejcinovic Buric**, secrétaire générale du Conseil de l'Europe
- **Izumi Nakamitsu**, secrétaire générale adjointe de l'ONU et haute-représentante pour les Affaires de désarmement
- **Frédéric Bordry**, CERN - directeur des Accélérateurs et de la Technologie
- **Gabriela Ilian Ramos Patino**, sous-directrice générale pour les sciences sociales et humaines de l'UNESCO
- **Salman Shaikh**, fondateur et directeur général - The Shaikh Group
- **Catherine Morin-Dessailly**, présidente de la Commission Culture, Éducation et Communication au Sénat
- **Thomas Friang**, directeur général de l'Institut Open Diplomacy
- **Véronique Roger-Lacan**, ambassadrice de France à l'UNESCO
- **Frédéric de Saint-Sernin**, directeur général délégué, ACTED et ancien secrétaire d'Etat français à l'aménagement du territoire
- **Anilore Banon**, sculptrice spécialisée dans les œuvres monumentales
- **Youssef Mejri**, témoin tunisien, enfant pendant la révolution

humaine, perceptible en présentiel, ne se retrouve pas à distance ». Quant à l'open data, elle estime que la possibilité d'accéder à toutes les décisions judiciaires présente un intérêt, mais

encore une fois avec des réserves, se méfiant des algorithmes, mais aussi des « juges robots »¹. Cela pose la question de la souveraineté numérique au sein d'une société où, selon Christiane Feral-Schuhl, « *on oppose trop la sécurité à la liberté* ».

La défense 3.0

Le général Jean-Marc Vigilant a apporté son expertise de terrain sur l'incidence des nouvelles technologies dans le domaine militaire : « *Aux défis sécuritaires hybrides, qui atténuent la frontière entre guerre et paix, s'ajoute le rapport de force* ». Et d'expliquer que le terrain militaire ne se limite plus à la mer, la terre et l'air, mais qu'il concerne aussi l'espace exo-atmosphérique, le cyberspace et le champ de l'information. « *Ces domaines immatériels sont porteurs de risques, mais ils offrent en même temps des opportunités. L'escalade observée dans ces zones grises pourrait facilement mener à un conflit de haute intensité. Nous devons nous y préparer* ». Jean-Louis Gergorin explique que le numérique permet de changer les rapports de force de deux façons. Premièrement, par l'intrusion informatique qui permet d'intimider



Jean-Marc Vigilant

¹ En Estonie, un algorithme peut rendre seul un jugement pour des dommages à concurrence de 7 000 €. Une situation impossible à ce jour en France car il a été inscrit dans la loi de la réforme de la justice le fait qu'une décision ne peut pas reposer à 100% sur un algorithme.



Jean-Louis Gergorin

ou de neutraliser des installations. Les pays occidentaux sont victimes de plus en plus de ces bombes à retardement. Une puissance peut aussi menacer une autre nation, en lui expliquant qu'elle est en mesure de couper son électricité, comme cela s'est fait dans la guerre ukrainienne en 2015 et 2016. Deuxièmement, par des stratégies d'influence via la manipulation de l'information numérique, pratiquée par certains pays autoritaires.

« Une puissance non contente de l'attitude d'une autre puissance n'envoie plus de note diplomatique : elle organise une cyberattaque ! ».

Jean-Louis Gergorin

La fiction au service de la réalité

L'auteur du livre *Cyber : la guerre permanente* explique que « *dans ce monde incertain, la seule certitude, c'est que nous serons surpris. Pour s'y préparer, il faut s'appuyer sur l'innovation* ». Le ministère des Armées a ainsi mis en place une agence pour l'innovation de défense. Celle-ci cherche à séduire des start-up et à les intéresser à ce

domaine. La question est si prégnante que « l'armée de l'Air » se dénomme depuis septembre 2020 « l'armée de l'Air et de l'Espace ». Cette même agence s'inspire des auteurs de science-fiction car certains d'entre eux ont imaginé de façon particulièrement précoce des événements qui interviennent aujourd'hui dans le cyberspace. Jean-Louis Gergorin explique, dans une assemblée tenue en haleine, que les actes malveillants via des « logiciels rançons » ont été multipliés par huit sur les trois dernières années. Des groupes mafieux cyber criminels ont été identifiés dans des pays de l'est mais sont « protégés » par « un grand pays autoritaire qui peut les contrôler ». Et l'intervenant de conclure : *« la question est donc géopolitique car internet est aujourd'hui la seule infrastructure mondiale qui n'a aucune structure chargée de réguler sa sécurité ».*

Science et éthique

Après les interventions vidéo de Marija Pejcinovic Buric et de Izumi Nakamitsu², Frédéric Bordry a abordé la thématique des rapports entre science et éthique. Il rappelle en préambule de son intervention que le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) a été fondé après-guerre afin de construire et mettre en commun à l'échelle européenne une recherche fondamentale dans le domaine de la physique et des hautes énergies. Il précise que le web est né au CERN, preuve que la science développe des technologies innovantes qui changent le monde. Il explique ensuite que des projets scientifiques d'envergure sont capables de réunir autour de la table tous les pays car la science est un langage universel. Et il encourage sous les applaudissements de la salle les collégiens et ly-

céens présents à s'investir dans ces multiples champs d'expression.

« J'invite tous les jeunes à se lancer dans la technologie et la science car les besoins sont énormes ».

Frédéric Bordry



Gabriela Ilian Ramos Patino partage l'optimisme de Frédéric Bordry. Elle croit notamment au potentiel de l'intelligence artificielle (IA), sous réserve d'édicter des règles éthiques et de transparence afin que l'IA contribue aux droits et à la dignité humaine. En revanche, lorsque ces nouvelles technologies sont aux mains de quelques puissants seulement, où sont la diversité et la richesse culturelle ? Or, la régulation a toujours un temps de retard sur l'innovation. Malheureusement, elle est assez mal vue car considérée comme coercitive, à l'instar du règlement général sur la protection des données (RGPD)³ adopté par l'Union européenne.

Des projets au service de la paix

La conférence a aussi été l'occasion de mettre en exergue des femmes et des hommes qui agissent au service de

² A retrouver en ligne sur le site normandiepourlapaix.fr

³ Le règlement général sur la protection des données vise à responsabiliser les organismes qui traitent les informations personnelles de chaque citoyen.

la paix. En fondant The Shaikh Group, Salman Shaik a pu effectuer un important travail de médiation entre les représentants des différentes communautés de population de zones de guerre et de conflits (Syrie, Irak). Catherine Morin-Dessailly et Thomas Friang ont présenté de leur côté les résultats du programme Parlementaires pour la Paix (voir page 90). Véronique Roger-Lacan a précisé l'idéal démocratique de l'Unesco, annonçant le projet de création d'un forum pour l'éducation, la culture et la science, une information ponctuée par une salve d'applaudissements. Enfin, le Forum mondial Normandie pour la Paix a salué la mémoire des sept membres d'Acted assassinés au Niger en août 2020. Frédéric de Saint-Sernin, directeur général délégué de l'ONG, a témoigné de ce drame épouvantable. Hervé Morin, à ses côtés sur scène, a rendu hommage à « *de jeunes femmes et de jeunes hommes qui, par générosité et par empathie, décident d'une vie professionnelle au service des autres dans des régions du monde où, souvent, ils sont malheureusement les derniers à s'engager auprès des populations* ». Des gens qui voulaient donner le meilleur et qui en sont morts.



Frédéric de Saint-Sernin



Véronique Roger-Lacan

REPÈRES

- **200** entreprises dans le monde produisent 67 % de toute la technologie et 80% des technologies autour de l'intelligence artificielle sont détenues par une seule entreprise.
- **5 200** milliards. Tel serait le poids pour l'économie mondiale de la cybercriminalité organisée entre 2020 et 2025 selon l'ONU
- **+6,6%** Le budget militaire de la Chine – le 2^e au monde – continue d'augmenter en 2020, avec une part importante consacrée au développement de l'intelligence artificielle, plus de capacité nucléaire et même une station spatiale

ELECTION AMÉRICAINE

And the winner is...

En prélude à cette conférence, Gérard Araud a décrypté les enjeux de l'élection américaine du 3 novembre 2020. Instructif.

A l'heure où vous lirez ces lignes, vous connaîtrez le nom du nouveau président des Etats-Unis. L'intervention de Gérard Araud, un mois avant « l'Election Day », prend de fait tout son sel. L'ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis a tout d'abord expliqué qu'il s'agissait du scrutin le plus important depuis celui de Franklin Roosevelt en 1932. « Jamais dans une élection américaine, nous n'avons vu s'affronter deux candidats qui représentent deux choix aussi antagonistes. L'Amérique qui l'emportera aura inévitablement une influence sur la sécurité de notre pays, mais également sur notre vie quotidienne ». Il a ensuite décrypté les deux scénarios possibles.

SCÉNARIO 1 :

« four more years » pour Donald Trump

« Si Donald Trump l'emporte, cela renforcera son sentiment de toute-puissance. C'est un président indifférent aux alliances et aux valeurs, qui ne comprend que les rapports de force et qui les met en œuvre de la manière la plus brutale. S'il est réélu, il déclenchera une guerre commerciale. Il n'est pas question pour lui de travailler avec l'Union européenne, qui est pire que la Chine à ses yeux ». Que feront les Européens face à cette réalité ? « En tant que diplomate et Français, cette hypothèse ne m'entraîne pas vraiment vers l'optimisme. Si Trump est élu, ce sera extrêmement chaotique et même totalement imprévisible compte tenu de l'homme et du monde dans lequel nous vivons ».



SCÉNARIO 2 :

le choix de l'alternance

Deuxième hypothèse : la victoire de Joe Biden. Gérard Araud promet que nous aurons droit à un discours plus policé, marqué par « un déferlement de platitudes sentimentales » et par un président qui « soignera les egos blessés et embrassera tout le monde » pour fêter le retour de l'Amérique que nous aimons. « Pour autant, l'Amérique ne fera plus le sale boulot car elle ne veut plus être le gendarme du monde : l'opinion publique ne supporte plus les interventions militaires coûteuses en Irak ou en Afghanistan » prévient-il. Si notre vieux continent est en flammes, ce sera aux Européens de s'en occuper, avec le risque de ne pas se rendre compte que nous rentrons dans un monde où la force compte. « À l'évidence, l'intérêt de la France et du monde est la victoire de Joe Biden » conclut l'ancien ambassadeur, qui estime que l'Hexagone et ses citoyens auront leur mot à dire et leur rôle à jouer pour l'avenir du monde.

Dessine-moi la liberté !

Le Forum a mis en lumière le programme international Child Rights in Action présent dans soixante pays dans le monde. Ce dernier consiste à laisser la parole à des enfants qui ont connu la guerre et les conflits sur leur vécu et à devenir ainsi des militants de la paix. Parmi eux, Youssef Mejri, 15 ans, a été invité au Forum mondial Normandie pour la Paix. Il raconte avec ses mots son parcours devant une salle impressionnée par la maturité de l'adolescent. « J'avais 6 ans lorsque la révolution tunisienne a éclaté. Je me souviens que l'école s'est arrêtée. J'ai parfois entendu des coups de feu. Il y avait un couvre-feu. On avait peur de sortir. Le 10 janvier 2011, c'était mon anniversaire. J'attendais une fête, mais il n'y en a pas eu. J'étais triste car je ne comprenais pas pourquoi. Deux fois, je suis passé près d'attentats de kamikaze. L'angoisse est là, mais elle ne dure pas car la vie reprend. Depuis la révolution, je vois de plus en plus d'islamistes qui ont une vision très radicale de l'Islam que je ne partage pas et qui me semble dangereuse. La Tunisie est un pays musulman modéré et doit le rester. Dans le cadre des ateliers de Child Rights in Action, j'ai dessiné la situation de mon pays. On y voit la sil-



houette de la Tunisie, qui veut avancer vers le soleil et la liberté mais qui est retenue par des menottes et la pauvreté qui a augmenté. Malgré ces problèmes, nous avons instauré un système démocratique. Nous sommes le pays qui se sort malgré tout le mieux du Printemps arabe ».



Demandez-lui la lune !

Normandie pour la Paix a mis à l'honneur le projet VITAE porté par Anilore Banon. Hautement symbolique et particulièrement original, il vise à envoyer une sculpture sur la lune contenant un million d'empreintes de femmes et d'hommes.

SUR LE VIF

« Cela me redonne de l'espoir »

Marie-Madeleine Hiram, 69 ans, ancienne institutrice, est à la retraite. Elle voit dans le Forum le moyen de mieux comprendre l'évolution de nos sociétés, mais aussi témoigner par sa présence son engagement pour un monde meilleur.

Qu'est-ce qui vous a incité à venir assister à ce Forum ?

« J'étais déjà présente l'année dernière à ce Forum et je suis très heureuse de revenir cette année. Hier, faute de place, j'ai suivi l'événement sur Facebook. Aujourd'hui, j'ai pu assister à cette 3^e et dernière conférence. J'apprécie vraiment d'écouter des gens intelligents qui m'aident à comprendre les tenants et les aboutissants du monde dans lequel nous vivons et nous aider à réfléchir sur notre fonctionnement global. Cela me redonne de l'espoir car je ressens que des choses se mettent en place... »

Quelles sont les interventions qui vous ont le plus marqué au cours des conférences auxquelles vous avez assisté ?

« J'ai été touchée par le discours du jeune Youssef Mejri, 15 ans, qui a vécu la révolution tunisienne de 2011 et qui nous l'a relaté avec ses yeux de petit enfant de l'époque. J'ai été impressionnée par sa force, sa lucidité et son enthousiasme. J'ai été aussi très intéressée par l'échange entre Jean-Marc Vigilant et Jean-Louis Gergorin dont les propos ont été en résonance avec le thème de la conférence ».

On vous sent très concernée à titre personnel par ce Forum. Pourquoi ?

« Je m'associe totalement aux propos de Yann Arthus-Bertrand lorsqu'il demande pardon aux jeunes de leur laisser une planète dans l'état où elle est ! Même si on l'a beaucoup critiqué, je suis



Marie-Madeleine Hiram, retraitée, nous livre son sentiment sur le Forum à la sortie de la conférence « Révolutions technologiques : pour le meilleur ou pour la guerre ? ».

aussi admirative de l'action de Nicolas Hulot et, plus largement, de celles et ceux qui essaient de mettre en osmose leurs pensées et leurs actes. A mon niveau, je m'engage, je donne mon obole à des associations et j'essaie de ne pas être égoïste. C'est de mon devoir d'adulte responsable de revendiquer l'humanité, le respect des autres et de l'environnement ».



LES DÉBATS

IMAGINER LE MONDE DE DEMAIN

APRÈS LA CRISE :
QUEL MONDE POST COVID-19 ?
Page 40 à 42

AMAZONIE :
ENJEU PLANÉTAIRE
Page 43 à 45

LES LIBERTÉS
FACE À LA CRISE
Page 46 à 48

**DÉFIS GLOBAUX, RÉPONSES
LOCALES :**
QUELLES SOLUTIONS POUR LE
CLIMAT ?
Page 49 à 51

DIPLOMATIE DE L'EAU :
PARTAGER L'OR BLEU
Page 52 à 54

REPENSER LES ACTEURS DE PAIX

**L'UNION EUROPÉENNE
SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE :**
QUELS RÉSULTATS ?

Page 55 à 57

L'ENFANCE
DANS LES CONFLITS

Page 58 à 60

QUEL FUTUR
POUR LE MULTILATÉRALISME
ET L'ONU ?

Page 61 à 63

SAHEL :
QUELLES INITIATIVES
RÉGIONALES POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ ?

Page 64 à 66

QUE VAUT UNE ALLIANCE
AUJOURD'HUI ?

Page 67 à 69

EXPLORER LES FRACTURES INTERNATIONALES

ETHIOPIE,
SOUFFLE D'ESPOIR POUR
L'AFRIQUE ?

Page 70 à 72

**(DÉS)ÉQUILIBRES
ÉCONOMIQUES
MONDIAUX**

Page 73 à 75

MOYEN-ORIENT :
SE RECONSTRUIRE DANS UN
CONTEXTE INCERTAIN

Page 76 à 78

RESTAURER
LA CONFIANCE ?

Page 79 à 81

LES DYNAMIQUES ASIATIQUES
À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Page 82 à 84

APRÈS LA CRISE : QUEL MONDE POST COVID-19 ?

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | salle or



Rémy Ourdan, Nicole Gnesotto, Marc Sémo et Bruno Tertrais

Un droit d'inventaire plutôt sombre

Personne ou presque ne sortira gagnant de la crise du Coronavirus au plan géopolitique : voici un point d'accord parmi les intervenants. Nicole Gnesotto voit dans la Covid-19 le catalyseur de déséquilibres insupportables. Une argumentation étayée par des chiffres : « **1% de la population mondiale possède autant que les 99%**

MODÉRATEUR :

Marc Sémo, journaliste, *Le Monde*

INTERVENANTS :

Nicole Gnesotto, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

George Gray Molina, économiste en chef et directeur pour la Stratégie et l'élaboration des politiques du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)

Robert Malley, président de l'International Crisis Group

Rémy Ourdan, journaliste, *Le Monde*

Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche stratégique, Senior Fellow à l'Institut Montaigne

restants. Plus de 60% des dépenses militaires mondiales sont le fait d'un seul pays, les États-Unis. Enfin, l'aide publique mondiale au développement s'élève à 100 milliards par an alors que, dans le même temps, on consacre 1 200 milliards à l'armement. On marche sur la tête ! » s'écrie-t-elle dans une salle au diapason. La professeure du CNAM souhaite que la pandémie marque un changement profond au risque d'une catastrophe qui ne sera peut-être pas seulement climatique, puisqu'elle évoque aussi un possible crash mondial d'internet. Enfin, rebondissant sur la diminution de 95% du commerce international pendant le confinement, elle appelle de ses vœux une réforme en profondeur de la mondialisation. En conclusion de son intervention « *musclée* », celle qui est vice-présidente de l'Institut Jacques Delors¹ évoque deux stratégies, l'une « *de restauration du*

¹ Think tank européen fondé par Jacques Delors en 1996 à la fin de sa présidence de la Commission européenne dont les analyses et propositions sont destinées aux décideurs européens et aux citoyens.

« La mondialisation n'a aujourd'hui qu'un seul objectif : le consommateur. Or, le consommateur en a marre de consommer et veut être considéré comme un citoyen ».

Nicole Gnesotto

monde d'avant qui conduira inexorablement au cataclysme social », l'autre « de refondation de nos sociétés en donnant la possibilité aux citoyens de repenser et d'influer sur le cours des choses ».

En direct de l'ONU

George Gray Molina s'appuie pour sa part sur son expertise au sein de l'ONU pour évoquer l'incidence de la Covid-19 sur la pauvreté mondiale, estimant que 400 millions de personnes perdront leur travail en raison du virus et que la malnutrition continuera d'augmenter. Pour lui, sachant que cette pandémie n'est ni la première ni la dernière, la crise rappelle l'urgence de disposer de services médicaux plus structurés et étoffés, d'une meilleure couverture so-

ciale et d'un salaire minimum à l'échelle internationale. Un souhait qui se heurte à une récession économique marquée notamment par le surendettement des pays en voie de développement, mais aussi par une défiance toujours plus accrue de l'opinion publique vis-à-vis des gouvernants. Ce phénomène international a été exacerbé par le confinement de quatre milliards de citoyens. En écho au repli sur soi et à la montée des nationalismes, il rappelle que la grande dépression des années 1930 a conduit in fine à la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, des actions sont menées par les Nations unies en matière d'éducation à travers le monde, ce qui lui fait dire qu'il y a deux ONU : l'une avec les Nations unies politiques et le Conseil de sécurité, l'autre plus opérationnelle sur le terrain qui agit sur la solidarité, la santé, les droits de l'Homme. Il conclut sur un message d'espoir : « *Le progrès se fait par seuil et au travers des crises* ».

Des paroles aux actes

Rémy Ourdan, en qualité de journaliste spécialisé, dresse pour sa part un bilan de l'impact de la Covid-19 sur les conflits armés et les droits humains.

Vous avez dit « Changement anthropologique » ?

Contrairement aux grands fléaux du passé que l'opinion publique acceptait comme une fatalité, le débat a mis en lumière un possible « changement anthropologique » suite à la crise de la Covid-19. Alors que tout le monde a oublié la grippe de Hong Kong de 1969 qui a pourtant fait en France autant de morts que le Coro-

navirus, le principe d'une pandémie mortelle apparaît désormais intolérable aux yeux du monde, laissant augurer une prise de conscience durable et internationale au service de la vie. Reste à savoir si nos sociétés sont anthropologiquement mûres pour ce changement.

Il souligne que, au début du confinement, l'appel d'António Guterres, Secrétaire général des Nations unies, à un cessez-le-feu international avait reçu l'aval de 70 pays. En revanche, aucun des principaux pays concernés (qui sont également les plus actifs militairement) ne l'avait approuvé, comme les États-Unis, la Russie ou la Syrie. Le dirigeant de l'ONU en personne a reconnu à ce titre « *un fossé entre les déclarations et les actes* ». Rémy Ourdan en conclut « *que les épidémies n'arrêtent pas les guerres, mais que celles-ci permettent à des pays, notamment autocrates, d'essayer d'aiguiser les tensions politiques voire militaires* ». Dans le domaine des droits de l'Homme, son analyse est malheureusement comparable, lui laissant craindre que « *le monde d'après soit le même que celui d'avant et peut-être même légèrement pire* ». Robert Malley lui emboîte le pas, estimant que la réponse politique n'a pas été à la hauteur des enjeux sociétaux. « *Le virus qui, par définition, transcende les frontières, exige une coopération internationale. Or, que ce soit avec le populisme en Europe, l'attitude du Président Trump aux États-*

« La liste des pays dont les régimes autoritaires et dictatoriaux ont utilisé la fermeture des frontières et l'épidémie pour accentuer les pressions sur leurs opposants et les médias indépendants est vertigineuse ».

Rémy Ourdan

Unis ou le Brexit, c'est le contraire qui s'est produit ». Suite à la question d'une spectatrice, les intervenants ont clos ce débat en commentant les multiples impacts de la Covid-19 en matière de transport aérien, de changement des pratiques professionnelles ou encore de relations interpersonnelles. Un inventaire qui s'est avéré plutôt sombre, tant à l'échelle française qu'euro-péenne.

REPÈRES

- ▶ **36,2** millions de cas de Covid-19 (à octobre 2020)
- ▶ **1,05** million de personnes décédées en raison de la pandémie (à octobre 2020)
- ▶ **5,2%**, telle serait la chute du PIB en 2020 selon la Banque mondiale, soit la plus forte récession depuis la Seconde Guerre mondiale
- ▶ **68%** des Français se disent « inquiets » de la Covid-19 pour eux ou leurs proches six mois après le début du confinement

AMAZONIE : ENJEU PLANÉTAIRE

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 · 19h00 | Salle Nacre



Gert-Peter Bruch, Céline Cousteau et Emilie Gaillard

Il faut que tu respires !

Digne héritière de son grand-père, l'explorateur Jacques-Yves Cousteau, Céline Cousteau s'est fait un prénom dans l'univers du film documentaire militant. L'image sera d'ailleurs au centre de ce débat avec la projection de diapositives commentées par celle qui a réalisé le film *Tribes on the Edge*. On assistera plus tard à la bande-annonce du film *Terra Libre* de Gert-Peter Bruch qui raconte trente années de résistance des peuples indigènes, sans oublier un duplex avec le cacique Ninawa depuis un Etat de l'Amazonie

MODÉRATEUR :

Gert-Peter Bruch, Président de Planète Amazone

INTERVENANTS :

Cacique Ninawa, Peuple Huni Kui

Emilie Gaillard, Maître de conférences HDR en droit privé, Coordinatrice générale de la Chaire Normandie pour la paix

François-Michel Le Tourneau, Géographe, directeur de recherche au CNRS (Unité mixte de recherche internationale iGLOBES CNRS/Université d'Arizona)

Céline Cousteau, Militante écologiste et documentariste

brésilienne où il vit avec son peuple Huni Kui. « *On dit parfois que je donne à travers mes films une voix aux gens qui n'en ont pas. Je ne suis pas d'accord. Ces femmes et ces hommes ont une voix qui résonne très fort mais qu'on n'écoute pas ou qu'on n'entend pas, parce qu'ils sont loin ou qu'ils n'ont pas les mêmes plateformes que nous* ». Céline Cousteau explique ainsi les raisons de son engagement et la réalité des peuples indigènes. « *Ils ne sont pas là dans la forêt avec leurs plumes pour faire joli. Ce sont des gens qui existent dans la sphère politique et qui ont une compréhension des enjeux auxquels nous sommes confrontés* ».

« L'Amazonie nous donne 20% environ de notre oxygène. Là où il y a des peuples autochtones, il n'y a pas de déforestation. Ce sont les gardiens d'un écosystème qui nous permet de respirer »

Céline Cousteau

La réalisatrice raconte ensuite sa rencontre avec Beto Marubo, qui a eu pour mission à l'âge de 17 ans de quitter son village d'Amazonie pour comprendre le monde occidental et défendre ses frères et sœurs. Elle explique qu'elle l'a invité chez elle à New York et qu'ils sont allés au siège des Nations unies afin qu'il parle de sa propre voix pour défendre son peuple. Céline Cousteau regrette que l'ONU ne lui ait accordé que trois petites minutes de temps pour défendre une cause qui nous concerne tous et toutes. Elle indique aussi qu'elle a lancé une campagne d'impact avec des jeunes du village de Beto et qu'ensemble, ils ont réussi en deux ans à communiquer par Skype avec plus de 7 000 étudiants de quarante pays différents. *« On voit qu'il est possible de sensibiliser l'opinion publique sans forcément avoir à voyager ».*

Le rôle de la transmission

Gert-Peter Bruch, en écho au message de Céline Cousteau, fait référence « à la transmission », essentielle à ses yeux. Il estime que le public est désormais prêt à recevoir ces messages. Lorsque Raoni Metuktire lui a demandé d'être son porte-voix en Europe, Gert-Peter Bruch a constaté que certains médias se sont cantonnés à l'image folklorique « de chef indigène » du cacique Raoni. Un changement s'est opéré le jour où le représentant de la cause amazonienne est passé au journal de 20 heures de TF1 avec dix minutes de temps d'antenne pour faire passer son message. Ce dernier a souhaité ensuite relier tous les peuples indigènes de la planète. Après bien des difficultés, une rencontre avec soixantaine de leaders de différentes communautés a été organisée. Ce regroupement a donné lieu

à une déclaration qui dépasse la note d'intention et contient de vraies propositions concrètes, comme le projet de sanctuarisation des forêts, prochainement lancé à l'échelle mondiale. Cette vision autochtone de protection de l'environnement vise aussi à protéger des populations vulnérables de l'ethnocide en conférant « un caractère sacré » à la forêt amazonienne.

La protection juridique de la nature

Antonio Oposa a été le premier titulaire de La Chaire Normandie pour la Paix créée en 2019¹. Après dix ans de batailles juridiques, cet avocat philippin a été à l'origine de la première affaire en justice « au nom des générations futures » en 1993. Emilie Gaillard fait référence à son combat pour expliquer les possibilités d'actions juridiques en faveur de l'environnement et du développement durable. Des procédures peuvent être initiées au niveau régional, national ou international, comme cela s'est produit en Colombie où 80% de l'Amazonie est désormais classée « réserve indigène » ou « parc naturel ». De nouveaux types de protection émergent donc, en lien avec la protection des peuples autochtones et la protection de la nature. La protection juridique, en Amazonie ou ailleurs, passe aussi par l'analyse des conventions internationales ratifiées par certains pays. Ainsi, une convention relative à la diversité biologique vient d'être signée à Minamata au Japon, théâtre d'une gravissime pollution au mercure après la Seconde Guerre mondiale. *« J'ai vu de mes propres yeux à Johannesburg*

¹ Créée en 2019 à l'initiative de la Région Normandie, du CNRS et de l'Université de Caen Normandie, cette Chaire est consacrée à la justice climatique et les droits des générations futures, la protection des peuples autochtones, à l'éducation, à l'environnement et au développement durable.

une mine d'or qui génère une quantité astronomique de pollution et qui tue l'environnement » témoigne Emilie Gaillard.

« Comme l'on reconnaît les crimes contre l'humanité, on devrait reconnaître les crimes contre l'environnement au nom des générations futures. On parle d'ailleurs de plus en plus « d'écocrime » ou « d'écocide » »

Emilie Gaillard

L'universitaire précise ensuite que cette lutte, c'est celle finalement *« du droit de naître dans une forêt qui n'est pas durablement contaminée et dont les eaux environnantes ne sont pas polluées »*. L'Unesco développe le programme Man and the Biosphere avec lequel la Chaire Normandie pour la Paix a des liens. Le

mot de la fin reviendra au Cacique Ninawa, dont le discours inaugural répond à une question du public sur la nécessité de prendre aussi en compte le Bassin du Congo : *« les anciens de mon peuple nous enseignent que la forêt est une et une seule. Elle n'a qu'un esprit, elle n'a qu'un objectif. Nous ne pouvons pas regarder les forêts comme des éléments séparés. Je m'inquiète donc pour la forêt amazonienne, mais aussi pour la forêt du Congo, celles d'Europe ou d'Amérique du Nord. Nous sommes tous liés à toutes les forêts »*. François Le Tourneau, géographe, a eu au cours du débat l'occasion de rappeler le rôle essentiel des modes de vie et d'usage non-destructifs de la forêt. A ce titre, il précise en guise de conclusion *« que les meilleurs garants de la paix aujourd'hui sont évidemment les gardiens indigènes »* et qu'il aimerait que *« Raoni soit nommé Prix Nobel de la Paix »*. Une proposition applaudie par la salle.

Le cri du cœur du Cacique Ninawa

« L'Amazonie crie au secours. Les scientifiques disent que les incendies de forêt résultent des impacts environnementaux, mais moi, je parle de crimes contre l'Amazonie, dans la région du Pantanal notamment, avec des animaux brûlés vifs. Nous ne savons pas ce qu'il est possible de faire pour contenir cette situation. Beaucoup d'études sont réalisées, mais rien ne bouge. Nous essayons d'éviter au maximum la destruction forestière pour maintenir la souveraineté des peuples indigènes, afin de conserver nos connaissances. Je pense à la médecine locale qui existe



encore par exemple. Dans les forums internationaux, on parle de commerce, d'échanges internationaux, d'argent. Mais on n'évoque pas de projet de loi international pour défendre la vie humaine dans la forêt et la nature ».

LES LIBERTÉS FACE À LA CRISE

Imaginer le monde de demain | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Or



L'instrumentation de la crise sanitaire

Alors qu'ils débattaient le 02 octobre 2020 de l'incidence du confinement sur nos libertés individuelles, les intervenants ignoraient qu'un reconfinement se dessinait en France et en Europe. Preuve de l'acuité du thème choisi que Pauline Adès-Mével a lancé. Elle explique que Reporters sans frontières a créé l'Observatoire 19 du nom de la Covid, mais aussi de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Humains qui stipule le droit de chacune et chacun à avoir accès aux informations

et aux idées. Le but était de recenser le nombre d'exactions contre les journalistes et la liberté de la presse pendant la pandémie. Les résultats sont édifiants : près de la moitié des pays de l'ONU a effectué des pressions contre les journalistes. Attaques verbales, détentions arbitraires, retraits d'accréditation... sur tous les continents, les régimes autoritaires ont tenté d'instrumentaliser la crise sanitaire au détriment de la liberté de la presse.

La liberté de la presse, victime collatérale

Dunja Mijatovic indique que la pandémie n'est pas uniquement une menace pour la santé des gens, mais c'est également un danger pour les libertés civiles des populations. Avant l'apparition du virus, la démocratie déclinait partout dans le monde, notamment en matière de liberté de rassemblement. Si elle comprend le choc causé par la mort de plus de 100 000 citoyens eu-

MODÉRATEUR :

Lucas Menget, Directeur adjoint de la rédaction. France Info

INTERVENANTS :

Dunja Mijatovic, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Pauline Adès-Mével, Rédactrice en chef à Reporter Sans Frontières

Megha Rajagopalan, Correspondante internationale de BuzzFeed News

Valerie Hopkins, Correspondante en Europe du Sud-Est pour le Financial Times

« Les gouvernements ont justifié leur attitude par la nécessité d'éviter la panique des populations. Les journalistes ont été « invités » à ne pas trop communiquer sur le virus quand cela déplaisait aux gouvernants et ne pas inciter la population à désobéir aux directives sanitaires. Les voix dissidentes ont été empêchées de s'exprimer - les journalistes en particulier - et les médias victimes de pressions importantes ».

Pauline Adès-Mével

ropéens et que la situation est sans précédent, elle plaide pour *« un meilleur équilibre entre l'intérêt public et le respect des droits individuels »*. La commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe reconnaît d'ailleurs qu'elle a eu l'occasion d'intervenir sur des législations, décrets et décisions liberticides qui restreignaient le travail des journalistes, des défenseurs des droits de l'Homme et des acteurs politiques. *« L'accès à l'information est, d'une certaine manière, une victime collatérale des actions de certains gouvernements dans le cadre de la pandémie »*. Valerie Hopkins livre ainsi son témoignage de correspondante du Financial Times pour l'Europe du Sud-Est, confirmant un déclin démocratique en Hongrie. Elle explique que le Parlement a « profité » de l'état d'urgence et des pouvoirs étendus du Pre-

mier ministre pour instaurer des mesures coercitives : retrait du droit des personnes transgenres à changer de nom, destruction de documents classés secret-défense compromettant pour le pouvoir en place, pression sur des journalistes... La stratégie gouvernementale consiste *« à propager la peur et la crainte dans la population et à utiliser le système sanitaire à des fins politiques »*.

Les dérives numériques

Megha Rajagopalan évoque pour sa part la diffusion de « fake news » très organisées sur les vaccins, les traitements, la distanciation sociale, l'utilisation des masques et d'autres événements sur la place publique. Ce phénomène mondial altère la recherche de vérité, et crée d'une certaine façon la confusion et la crédibilité de celles et ceux qui veulent informer. Les pouvoirs autoritaires en profitent, comme la Chine qui a arrêté les médecins de Wuhan qui ont joué le rôle de lanceurs d'alertes au tout début de la propagation du virus.

La correspondante internationale de BuzzFeed News s'inquiète de son côté de la surveillance biométrique à des fins sanitaires. De nombreux outils, comme

« Les violations des Droits de l'Homme sur la vie privée au nom de la « sécurité nationale » sont systématiques dans certains pays dès qu'il y a une crise ».

Megha Rajagopalan

la reconnaissance faciale ou le traçage de cas contacts, auraient été perçus selon elle *« comme une violation de la*

vie privée avant le Coronavirus alors qu'ils sont aujourd'hui justifiés par la pandémie ». Sans forcément remettre en cause leur légitimité compte tenu de la situation sanitaire, elle se projette sur leur utilisation après la crise dans un autre contexte. Pauline Adès-Mével fait observer que « **cette pandémie révèle d'autres crises et donne à certains Etats la permission de se livrer à des pratiques qui, jusqu'ici, n'étaient pas autorisées. La surveillance, le traçage, les arrestations de façon arbitraire l'ont été à la faveur du Covid-19** » affirme-t-elle. Elle note en outre que l'Europe, deuxième foyer de la pandémie, n'a été épargné par ce phénomène. Outre la Hongrie, il y a eu des arrestations en Serbie et au Kosovo. « **L'UE a vraiment été un foyer aussi de pressions pour les journalistes et, même si ce n'est pas le pire, des journalistes ont été empêchés de travailler, de façon assez physique par moments** ».

La vulnérabilité des plus faibles

Lucas Menget, modérateur, s'interroge pour savoir si, au-delà de la liberté de la presse, la crise sanitaire n'a pas impacté d'autres libertés individuelles, notamment vis-à-vis des populations les plus vulnérables. Dunja Mijatovic explique que le Conseil de l'Europe s'est emparé des risques que le confinement pouvait engendrer sur des publics dont les droits étaient déjà en péril avant la pandémie : les minorités, les aînés, les communautés fragilisées... « **Nous avons demandé aux gouvernements la plus grande vigilance vis-à-vis de ces personnes** ». Elle évoque aussi la peur qui met à mal la protection des droits de l'Homme en Europe et exacerbe les points faibles de nos systèmes. Elle regrette à ce titre « **un manque de courage et de volonté po-**

litique pour les protéger ». Elle aimerait que les citoyens interviennent auprès de leurs parlementaires, et qu'ils soient plus proactifs, au même titre que les associations internationales sur cette question. Elle conclut sur un hommage aux journalistes qui nous informent sur les menaces qui pèsent sur nous et qui continuent à faire leur travail malgré les difficultés, dont la fermeture des frontières lors du premier confinement.

REPÈRES

- ▶ **90** des 193 pays membres de l'ONU ont violé le droit d'informer selon l'Observatoire 19 lancé par Reporters sans frontières pendant la première vague du virus
- ▶ **2** millions de messages postés sur Twitter entre le 20 janvier et le 10 février 2020, soit 7% du total du flux sur cette période, diffusaient des théories complotistes sur le Coronavirus
- ▶ **5** « prédateurs » de la liberté de la presse figurent sur le site de Reporters sans frontières. Il s'agit des dirigeants de l'Égypte (Abdel Fattah Al-Sissi), la Chine (Xi Jinping), la Turquie (Recep Tayyip Erdogan), la Thaïlande (Prayut Chan-o-cha) et le Venezuela (Nicolas Maduro)

DÉFIS GLOBAUX, RÉPONSES LOCALES : QUELLES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT ?

Imaginer le monde de demain | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Nacre



Xavier Cadoret, Rémi Barroux, Benoît Laignel et Linda Duffy en visioconférence

Penser global, agir local

Gunn Marit Helgesen explique en introduction de ce débat que face à l'urgence climatique, les Objectifs de Développement Durable (ODD) se ressentent plus au niveau local qu'au plan mondial. Selon l'estimation de l'ONU, la moitié des cibles visées peut être atteinte. Les autorités locales et régionales ont un rôle à jouer dans la ges-

tion de ces crises car leurs élus sont proches des citoyens et montrent l'exemple afin de sensibiliser l'opinion publique. Beaucoup de progrès ont été faits en ce sens au cours des cinq dernières années. La Présidente de la Chambre des Régions au Conseil de l'Europe relate les travaux de cette institution qui recommande d'imposer dans les procédures publiques des contraintes environnementales, d'agir pour une réduction de gaz à effets de serre et de sensibiliser les jeunes générations. « *Au cours des années passées, nous avons vu que les jeunes peuvent être passionnés par cette problématique et qu'ils sont prêts à s'engager. Nous espérons pouvoir vraiment donner à nos jeunes les outils nécessaires pour participer au développement durable* ». La décentralisation des compétences et des ressources constitue

MODÉRATEUR :

Rémi Barroux, journaliste au service Planète, Le Monde

INTERVENANTS :

Benoît Laignel, Professeur des Universités / Co-Président du GIEC normand

Xavier Cadoret, Président de la chambre des pouvoirs locaux - Conseil de l'Europe

Gunn Marit Helgesen, Présidente de la Chambre des Régions - Conseil de l'Europe

Linda Duffy, Cheffe de section pour le développement sociétal et la coordination transversale au bureau des Maires, Viken County council

en outre un passage obligé pour que les changements d'envergure nationale et mondiale puissent s'effectuer d'abord au niveau local.

Mesures d'atténuation et mesures d'adaptation

Benoît Laignel revient sur le seul Objectif de Développement Durable qui concerne directement le « changement climatique » mais précise que celui-ci a des liens très forts avec les autres ODD. Il différencie à ce titre « les mesures d'atténuation » et « les mesures d'adaptation ». La première s'effectue à tous les niveaux, de l'échelle citoyenne à l'échelle nationale en passant par les métropoles et les régions. Les mesures d'adaptation doivent se faire quant à elles en fonction des spécificités du territoire de manière appropriée. Le professeur de l'Université de Rouen Normandie pense qu'il faut hiérarchiser les priorités. Ainsi, concernant la montée des eaux normandes, le recul du trait de côte va s'accroître avec l'élévation du niveau des mers. La pire des solutions consiste à laisser faire les choses avec les catastrophes qui vont venir et qui seront de plus en plus intenses et fréquentes. Une autre piste serait d'installer des digues partout, une hypothèse difficile à mettre en œuvre et qui nécessite de bétonner

« Devant l'inaction de certains pays suite à la COP 21 qui avait suscité un fort enthousiasme en 2015, je cite Laurent Fabius qui parle « d'attentisme climatique, voire de somnambulisme climatique ».

Benoît Laignel

le littoral. La troisième option serait d'accepter que des portions de territoires soient inondées pour en protéger d'autres, comme le font les Pays-Bas actuellement. « *Pourquoi l'atténuation est-elle importante ? Si on atténue, ce sera plus facile de s'adapter* » explique-t-il.

La parole au local

Maire de Saint-Gérard-le-Puy (Allier) depuis 1991, Xavier Cadoret répond à Rémi Barroux, modérateur, qui se demande si les élus n'éprouvent pas des difficultés à prendre des mesures nécessaires mais impopulaires pour le climat compte tenu de l'urgence de leur mandat. « *Je ne le pense pas. J'ai rejoint le Conseil de l'Europe et je représente les collectivités européennes, au nombre de 150 000 à travers 47 pays. Pour discuter avec les élus nationaux, les parlementaires, les élus locaux et l'opposition, nous avons une idée très pratique des actions à entreprendre. Le premier enseignement, c'est que pour qu'une mesure soit acceptée, il faut associer l'échelon local et la population. Or, dès qu'il y a une crise, la tendance à la recentralisation est forte* ». Il a observé à ce titre « *un décalage entre le national et la prise de conscience à l'échelon local* ». Il reconnaît aussi que les élus locaux et régionaux doivent faire preuve d'imagination et qu'ils n'attendent pas toujours le « la » national, européen ou mondial pour expérimenter de nouvelles pratiques. L'élus pose ensuite la question des compétences, fondamentales pour une mise en œuvre optimale, surtout pour les élus des campagnes. « *Si les compétences sont diluées dans toutes les collectivités, ce sera beaucoup plus difficile de remettre en cause les choses établies ou de lancer de nouvelles actions* ».

L'exemple norvégien

Linda Duffy raconte son expérience pour le compte du bureau des maires de la Région de Viken, au sud-est de la Norvège. Cette entité est née en 2020 de la réforme territoriale du pays. Elle rassemble désormais 51 municipalités qui représentent 23,4 % de la population norvégienne. L'objectif a été d'aborder les problématiques de développement aux regards des ODD. « *Nous avons rassemblé dans un premier temps les connaissances et outils pour mettre en place une organisation qui favorise l'apprentissage mutuel* » explique celle qui est responsable de la coordination et de la mise en œuvre globale des buts de développement durable de ce comté. Elus, organisations, entreprises, publics jeunes, représentants des autorités nationales et régionales ainsi que l'assemblée des municipalités ont travaillé en concertation sur le projet. Une stratégie de planification locale et régionale - obligatoire pour toutes les régions et pour la plupart des municipalités de Norvège - a été définie, établissant les projets prioritaires et les moyens pour les atteindre. Pour cela, les différences entre les municipalités ont été analysées, ainsi que les défis auxquels chaque ville doit faire face. Aussi important soit-il, le développement économique doit s'effectuer dorénavant dans le cadre de la prise en compte du changement climatique qui prévaut pour l'ensemble des projets. « *Nous ne pourrions pas éviter des conflits, mais nous ne pouvons pas nous permettre que les décisions arbitraires soient contraires aux stratégies de développement durable que nous avons fixées* » conclut Linda Duffy qui confirme l'axiome « penser global, agir local »...

REPÈRES

- ▶ **17.** Tel est le nombre d'Objectifs de Développement Durable (ODD) que se sont fixés les 193 États membres de l'ONU en matière de développement durable d'ici 2030, appelé « Agenda 2030 ». Le 13^e ODD vise à « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions »
- ▶ **+0,79°C.** C'est l'augmentation de la température moyenne mondiale de l'air à la surface des terres et de l'eau pour la décennie 2001-2010 par rapport à la période 1850-1900. A noter que les années de 2014 à 2018 sont les plus chaudes jamais enregistrées...
- ▶ **3,7** mm/an. C'est la moyenne observée par satellite de l'augmentation du niveau moyen de la mer sur la période 1993-2018, en raison notamment de la fonte des glaces

DIPLOMATIE DE L'EAU : PARTAGER L'OR BLEU

Imaginer le monde de demain | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 - 19h00 | salle Guillaume



Mirna Jammal et Franck Galland

Un enjeu de pouvoir, une dimension de vouloir

Les efforts pour garantir la sécurité de l'eau au plan international et le rôle de la diplomatie pour éviter les conflits et les tensions autour de cet enjeu crucial ont été au cœur de ce débat. En duplex de Rome, Gilbert Fossoun Hounbo rappelle un vœu pieux : l'accès équitable de tous à une eau de qualité pour la sécurité et le bien-être des peuples, tant en matière de développement du-

rable que d'égalité des individus. Mais son constat est différent : « *La situation est très alarmante au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et plus spécifiquement en Chine* ». Le Président de la FIDA précise aussi que la pénurie de l'eau affecte davantage les femmes et les jeunes filles et exacerbe de fait les inégalités entre les sexes avec des incidences sur la santé, l'éducation et la pauvreté. Il souligne également le lien indéfectible entre l'eau, le réchauffement climatique et l'insécurité alimentaire. 70% de l'eau douce est utilisée en effet pour l'agriculture et plus de 60% des aliments consommés dans le monde aujourd'hui résultent des eaux pluviales. Aussi, lorsque la sécheresse augmente, elle met en péril les plus pauvres du monde dont 80% vivent en zone rurale où la question de l'accès à l'eau potable se pose avec plus d'acuité. L'avenir est d'autant plus inquiétant que la demande en eau devrait aug-

KEYNOTE D'OUVERTURE :

Gilbert F. Hounbo, président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et président d'ONU-Eau

MODÉRATRICE :

Mirna Jammal, journaliste France 24

INTERVENANTS :

Franck Galland, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique

Nicolas Imbert, directeur Exécutif de Green Cross France et Territoires

Guillaume Merere, responsable d'équipe projet au sein de la division Eau et Assainissement de l'AFD

Éric Tardieu, secrétaire général du Réseau International des Organismes de Bassins

menter de façon conséquente en raison de la croissance démographique, des habitudes de consommation et du changement climatique. « *Une gestion résiliente des ressources en eau couplée avec la promotion de la conservation des sols et de l'eau ainsi que le recours à des variétés résistantes à la sécheresse s'impose* » annonce Gilbert Fossoun Hounbo. Rebondissant sur l'actualité, il rappelle aussi que tous les pays ont encouragé le lavage des mains pour se prémunir de la Covid-19, présumant que l'accès à l'eau et au savon était automatique. Or, plus de 2 milliards d'individus n'ont pas accès à une eau courante potable. Des données qui aident à comprendre que cet élément naturel peut être source de conflits entre les pays...

« Si rien n'est fait au moment où l'on se parle, d'ici 2025, un peu plus de 8 milliards de personnes connaîtront à terme une pénurie d'eau absolue. Les 2/3 de la population mondiale vivront dans des conditions de stress hydrique ».

Gilbert Fossoun Hounbo

La géopolitique de l'eau

Sur la question transfrontalière de l'eau évoquée précédemment, Franck Galland propose un panorama des régions du monde où la pénurie s'avère la plus aiguë. « *Ces zones sont malheureusement celles qui subissent de plein fouet des guerres civiles ou des conflits de très haute intensité* ». Il évoque dans un premier temps « *la diagonale de la soif* »¹ et sa litanie d'affrontements armés. Dans ce contexte, il explique en

substance que celui qui détient « l'or bleu » détient le pouvoir, à l'image de Daesh qui a pris systématiquement en otage les barrages de Baath et de Tabqa sur l'Euphrate ou encore Saddam Hussein qui a fait de même sur ceux du Tigre. Des infrastructures électriques ont été sciemment détruites, puisque sans électricité on ne peut gérer ni l'eau ni l'assainissement. Aux instabilités politiques s'ajoute la croissance exponentielle de populations, comme en Égypte, avec une prévision de 20 millions d'habitants supplémentaires d'ici 10 ans, dans un pays où 98% de l'alimentation dépend du Nil. « *Le déficit hydrique en Iran, qui était déjà de 100 millions de m³ par an en 1979, est 90 fois supérieur aujourd'hui. 35% seulement des terres érables sont cultivées à cause du manque d'eau* » poursuit-il, non sans évoquer l'Inde, le Pakistan ou la Chine. Son réquisitoire, implacable, fait froid dans le dos. « *Vous voyez que cette diagonale de la soif est éminemment inquiétante. On comprend pourquoi, en 2016, pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est saisi de la problématique avec 69 chefs d'États et de gouvernements réunis pour traiter du sujet « eau, paix et sécurité ».*

Une ressource à partager

Eric Tardieu, rebondissant sur le titre du débat, fustige l'expression « l'or bleu » qui ne correspond plus selon lui aux enjeux actuels car ce n'est pas une ressource minérale stockable indéfiniment comme le pétrole. Son transport coûte par ailleurs très cher. Il milite en revanche pour l'idée d'une ressource à partager puisque 40% de la population mondiale vit dans un bassin-ver-

¹ Elle s'étend du détroit de Gibraltar au nord-est de la Chine et Extrême-Orient russe en passant par l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et une portion de l'Asie centrale.

sant partagé par au moins deux pays. Utopique dites-vous ? Le secrétaire général du *Réseau international des organismes de bassins* donne l'exemple de la mer d'Aral² dont l'exploitation a fait l'objet d'un consensus politique.

« Le droit international peut donner lieu à des engagements de méthode, de coopération, de dialogue afin de tendre vers une « hydro-diplomatie » qui fonctionne dès lors qu'une politique volontariste se met en place ».

Eric Tardieu

Nicolas Imbert émet des réserves sur cette dernière expression car elle accredit le postulat que la question ne concerne que les États. Or, ce dernier relate des conflits autour de l'eau au sein même de pays, ou encore entre des entreprises et les gouvernements. A ce titre, il prône un changement de paradigme avec un schéma volontairement multi-acteurs. Il recommande de convier autour de la table des entreprises, des territoires, des organisations de la société civile, des représentants gouvernementaux et des instances internationales, à l'instar de *l'acte de Madrid pour l'eau* initié par *Green Cross France & Territoires*³. Guillaume Merere a, pour sa part, détaillé l'implication de l'Agence Française de Développement et la nécessité de privilégier un système durable classique de réseau de distribution d'eau plutôt qu'un système d'urgence. Ce procédé pérenne est

aussi plus rentable. Les solutions alternatives et temporaires ont fait l'objet d'interrogations de la salle, certaines solutions s'avérant contre-productives à long terme. C'est le cas de la dessalination de l'eau de mer par exemple qui génère de la saumure, difficile à traiter dans les écosystèmes. Une illustration supplémentaire de la complexité de la problématique vitale de l'eau qu'il faudra résoudre « coûte que coûte ».

REPÈRES

- ▶ **+ de 2** milliards de personnes n'ont pas accès à une eau potable directement chez elles
- ▶ **2,6** millions d'individus meurent chaque année de maladies liées à une eau impropre
- ▶ **7** guerres sont directement liées à l'eau depuis 1945 ainsi qu'une profusion de conflits
- ▶ **3 600** traités internationaux, binationaux, multilatéraux en lien avec les questions d'eau sont en vigueur et 300 d'entre eux sont liés à la question de partage de la quantité de ressources

² Lac d'eau salée d'Asie centrale située entre le Kazakhstan au nord et l'Ouzbékistan au sud. Alimenté par deux affluents principaux, son bassin-versant est partagé par 6 pays. Il compte plus de 17 000 glaciers pour une superficie d'environ 1 549 000 km.

³ Organisé à l'occasion de la COP25 à Madrid sur le thème *Résilience et pénurie de ressources : le cas de l'eau*. 8 propositions concrètes à destination des décideurs politiques ont été enregistrées auprès des instances onusiennes.

L'UE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE : QUELS RÉSULTATS ?

Repenser les acteurs de paix | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 - 19h00 | Auditorium



Serge Stroobants en visioconférence, Alain Le Roy, Xavier Chemisseur et Jean-Christophe Bas

Le multilatéralisme européen face à un monde bipolaire

La thématique de la place de l'Union européenne sur la scène internationale en matière d'actions en faveur de la paix est une question relativement récente selon Alain Le Roy. L'ancien Secrétaire Général Adjoint de l'Organisation des Nations unies (ONU), rappelle

que l'UE a d'abord été créée pour une coopération économique, relativisant ainsi les critiques en la matière. Il précise néanmoins qu'en termes d'aide humanitaire, l'Union européenne et ses États membres constituent de très loin le premier donateur mondial.

MODÉRATEUR :

Xavier Chemisseur, Rédacteur en chef
FRANCE 24

INTERVENANTS :

Elena Lazarou, analyste politique, Service de recherche du Parlement européen

Serge Stroobants, directeur Europe et Région ANMO - Institute for Economics and Peace

Monika Nogaj, cheffe de l'unité Politiques Extérieures du Service de recherche du Parlement Européen

Alain Le Roy, ambassadeur de France, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU

Jean-Christophe Bas, président de l'Institut de Recherches Dialogue des Civilisations

« Quand il s'agit par exemple d'aider les réfugiés syriens, l'Europe a dépensé plus de dix milliards d'euros. C'est aussi le premier acteur humanitaire dans le monde en matière d'aide au développement, apportant près de 70% de l'enveloppe internationale ».

Alain Le Roy

Il reconnaît que le Vieux Continent, deuxième puissance économique au monde, doit peser pour éviter un monde gouverné par les États-Unis et la Chine. Ce qui pose la question du multilatéralisme qu'Alain Le Roy définit ainsi : **« organiser les relations internationales pour éviter la loi du plus fort »**. Cette dynamique est cependant freinée par la politique intergouvernementale qui se décide à Bruxelles à l'unanimité des membres, ce qui provoque parfois des blocages. Monika Nogaj rebondit sur ce thème pour préciser que l'Union européenne ne se limite pas sur la scène internationale à des missions de maintien de la paix et aux droits de l'Homme, mais agit de manière beaucoup plus large. Elena Lazarou évoque, pour sa part, le risque d'un monde bipolaire qui nécessite une évolution du multilatéralisme. Elle estime, en outre, que la bipolarité actuelle du monde n'est pas si différente que celle que nous avons connue pendant la guerre froide. Le sujet fait débat. Pour Jean-Christophe Bas, l'Union européenne est à un tournant de son histoire puisqu'elle n'avait pas à l'origine vocation à jouer un rôle de puissance mondiale, alors que Serge Stroobants se demande si l'évolution du multilatéralisme représente un challenge ou une utopie.

L'impact de la Covid-19 sur l'Europe et le monde

Elena Lazarou fait, en qualité d'analyste politique du Service de recherche du Parlement européen, à une étude sur l'impact du Coronavirus. Il ressort que la pandémie, au même titre que le changement climatique, est facteur de défiance et que les conflits se multiplient de façon plus importante aujourd'hui que dans les années 2010. Elle observe,

en outre, une accélération des phénomènes qui touchent autant les inégalités que la pauvreté, et qui placent l'Europe face à des défis incommensurables. Pour autant, elle confie qu'avec l'initiative européenne pour financer la recherche d'un vaccin ou apporter une assistance humanitaire au Venezuela, en coordination avec une série d'organismes, l'Europe participe à la coopération internationale. **« L'Union européenne est un organisme multilatéral. Elle sait ce qu'est le multilatéralisme et elle connaît la nécessité du consensus »**. Un point de vue partagé par Alain Le Roy : **« l'Union européenne fonctionne de façon parfaitement multilatérale. C'est même la quintessence du multilatéralisme »**. Il étaye ses propos en précisant que l'Union européenne prend désormais une position beaucoup plus forte et plus commune vis-à-vis de la Chine, avec un mantra répété par tous les européens : **« la Chine est un très grand partenaire pour les grandes questions mondiales, mais c'est aussi un concurrent économique et un rival systémique »**. Enfin, il indique que l'Europe s'est unie à partir de 1999 via le traité d'Amsterdam et qu'elle a parlé d'une voix forte afin de stabiliser les pays des Balkans. L'Europe veut réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030, entraînant les autres pays dans son sillage, et est leader sur de nombreuses questions stratégiques, comme celles relatives aux cyberattaques. Sur ce sujet, Serge Stroobants répond qu'il faut faire la différence entre la menace posée et la réponse proposée. **« Le problème des cyberattaques est un problème global qui exige une réponse globale, le cyberspace dépassant les frontières et la capacité des États à régler ce fléau »**.

L'Europe est-elle encore désirable ?

Jean-Christophe Bas analyse que le continent européen représente aujourd'hui une infime partie de la population mondiale. Ce dernier se rétrécit, vieillit de plus en plus, et son poids économique s'avère de moins en moins puissant.

« Pour aborder la scène internationale, nous ne sommes pas en très bonne position. Il faut donc que nous puissions gouverner par la vertu par une compétition qui stimule, une coopération qui renforce et une solidarité qui unit ».

Jean-Christophe Bas

Il insiste en outre sur le fait que l'Europe est la région la plus pacifique au monde et qu'elle inspire les pays qui ne font pas encore partie de l'Union européenne. Ces derniers souhaitent en devenir membre pour améliorer leur niveau de développement socio-économique. Alain Le Roy réagit sur sa dimension économique, en rappelant le poids de la monnaie européenne dans les réserves des banques centrales, précisant que l'Union africaine se structure sur le modèle européen. Elena Lazarou relate la vision de l'Union européenne par l'Amérique latine qui voit dans nos échanges européens une façon désirable de travailler avec des voisins pour plus de prospérité, ce qu'elle appelle « le soft power », un nouveau type de pouvoir plus pacifié.



REPÈRES

- ▶ **22%.** C'est la part de l'Union européenne dans le produit intérieur brut (PIB) mondial
- ▶ **29 000 euros.** C'est le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans l'Union européenne, loin derrière les États-Unis (53 000 euros) mais largement devant la Chine (9500 euros)
- ▶ **94%.** Pourcentage des européens qui estiment que la question de l'environnement est importante pour eux, selon l'enquête Eurobaromètre de décembre 2019

L'ENFANCE DANS LES CONFLITS

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 - 18h00 | Salle Nacre



Christel Rocheteau, Paolo Artini, Valérie Gauthier, Yara Baker et Jonathan Levy

La vérité sort de la bouche des enfants

Tués, blessés, enlevés, violés ou exploités : des millions d'enfants sont aujourd'hui affectés par les guerres et les conflits qui font rage à travers le monde. Christel Rocheteau, administratrice de La Voix de l'Enfant et déléguée générale de SOS Enfants, a

MODÉRATRICE :

Valérie Gauthier, Journaliste-Présentatrice France 24

INTERVENANTS :

Jonathan Levy, Psychopédagogue. Initiatives & Changement – Responsable Pédagogique et Directeur Scientifique & Programme CRIA (Child Rights in Action)

Jasminko Halilovic, Fondateur du War Childhood Museum

Christel Rocheteau, Directrice de l'Association SOS Enfants et administratrice de La Voix De l'Enfant

Paolo Artini, Représentant pour la France et Monaco, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

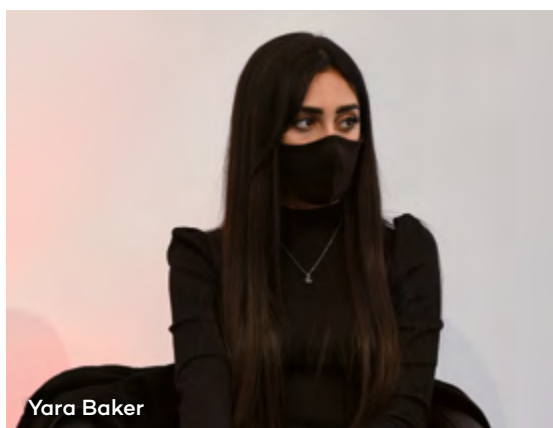
Yara Baker, Témoin kurde de Syrie ayant vécu en tant que réfugiée en Turquie et Afghanistan

confirmé ces exactions dans les zones du monde où ces associations interviennent. Jonathan Levy conçoit et anime pour sa part, des dispositifs de formation pédagogique dans les secteurs de l'éducation, du travail social, des organisations intergouvernementales et des ONG. Il explique les traumatismes subis par ces enfants et le lourd travail de reconstruction que cela exige. Selon les données de l'ONG Save the Children, plus de 415 millions d'enfants vivent dans une zone de conflit, un chiffre qui a doublé depuis 1995. Derrière ces statistiques, il y a les visages et les paroles de petits garçons et filles comme Yara Baker, témoin kurde de Syrie, âgée aujourd'hui de 14 ans, qui a connu la guerre dans son pays dès l'âge de 5 ans. Elle livre son récit : « *C'était soudain. Je ne comprenais rien, je ne savais pas ce qui se passait, j'avais très peur. Avec mes*

parents, mon frère et ma sœur, nous avons fui vers la Turquie par un chemin très dangereux. Nous y sommes restés deux ans. Nous avons vécu le racisme et le harcèlement. Les voisins se moquaient de nous. Nous ne sortions jamais car c'était très risqué. Ma sœur et moi n'avions pas le droit d'aller à l'école car nous n'avions pas de passeports ni d'argent. On restait tout le temps à la maison et on s'ennuyait ». Après avoir refusé de parler des discriminations dont elle et sa famille ont été l'objet « car c'est encore trop difficile d'en parler », elle accepte de préciser la suite de leur exode. « Nous sommes retournés en Syrie pendant six mois, mais il y a eu encore la guerre et il a fallu de nouveau repartir en Turquie, à Istanbul. Nous avons eu l'autorisation d'aller à l'école, mais c'était très violent : nous avons été frappés, on nous criait dessus tout le temps, nous rentrions à la maison en pleurant... »

« La France nous a accueillis en 2016, mais nous pensions que nous y serions encore maltraités. Mais arrivés ici, en voyant de nos propres yeux comment cela se passait, nous avons été rassurés ».

Yara Baker



Yara Baker

Les actions des Nations unies

L'Organisation des Nations unies (ONU) recense six catégories de crimes contre les enfants dans les situations de conflit armé : le recrutement ou l'emploi d'enfants soldats, leur assassinat ou leur mutilation, le viol sur mineurs et les autres actes de violence sexuelle à leur encontre, les enlèvements, les attaques dirigées contre les écoles et les hôpitaux et le refus d'autoriser l'accès des enfants aux organismes humanitaires. Paolo Artini, représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, fait état de 80 millions de personnes déplacées de force dans le monde, dont plus de 50 % sont des enfants. Il souligne qu'il existe des générations de réfugiés qui grandissent dans des camps ou dans des villes loin de chez eux car les crises perdurent des années. Il confirme par ailleurs que les persécutions touchent effectivement les plus vulnérables, en premier lieu les enfants. En plus de la difficulté de trouver un lieu protégé, les réfugiés mineurs sont victimes de ruptures scolaires ou de déscolarisation, et d'absence d'accès aux soins. Paolo Artini indique que c'est encore plus difficile en général pour les filles pour des raisons souvent culturelles, notamment dans l'accès à l'éducation, et que l'ONU renforce ses actions à leur égard.

Une initiative originale, entre devoir de mémoire et résilience

Jasminko Halilovic est le fondateur et directeur du Musée de l'enfance en guerre - le seul musée au monde exclusivement dédié à la présentation de l'expérience des enfants ayant grandi pendant la guerre - qui a reçu le Prix du Musée 2018 du Conseil de l'Eu-

rope. Après avoir expliqué l'origine de son projet, qui lui a permis de collecter près de mille témoignages, il précise que *« l'expérience d'une enfance affectée par la guerre s'avère très complexe d'une victime à l'autre, y compris pour des frères et sœurs qui vivent sous le même toit »*. Le principe du musée est de s'inscrire dans le long terme et de raconter les faits à travers des vidéos des victimes, mais aussi via des objets qui matérialisent leur histoire individuelle et collective. *« Après l'ouverture du musée en 2018, nous avons commencé un programme international avec des enfants libyens réfugiés au Liban. Nous avons ouvert également notre premier bureau international pour documenter les traumatismes des enfants victimes de guerre, mais aussi leur faculté de résilience »*. Depuis, le musée a grandi. Il est maintenant devenu une institution internationale qui documente et partage les expériences, et s'est transformé en un lieu de ressources.

« À travers le Musée de l'enfance en guerre, nous voulons changer le regard sur les enfants, ne plus les voir seulement comme des victimes, mais aussi montrer leur résilience et leur créativité ».

Jasminko Halilovic

REPÈRES

- ▶ **170 000** violations graves commises contre des enfants lors d'un conflit ont été attestées par l'ONU depuis 2010
- ▶ **1** enfant sur 5 vivait en 2019 dans une zone de conflit, chiffre le plus élevé depuis 20 ans
- ▶ **2** millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école pour le seul pays du Yémen et 500 000 ont été déscolarisés depuis l'escalade du conflit en mars 2015

QUEL FUTUR POUR LE MULTILATÉRALISME ET L'ONU ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 - 16h00 | Salle Guillaume



Bertrand Badie



Rahma Sophia Rachdi



Youssef Mahmoud

Un scénario à écrire

Envoyée pour la Jeunesse de l'ONU,

Jayathma Wickramanayake encourage la jeunesse au Sri Lanka à s'investir davantage en politique. Dans un message vidéo, elle indique que l'Organisation des Nations unies fête son soixante-quinzième anniversaire l'année d'une crise mondiale inédite. Elle précise que la pandémie montre l'importance du multilatéralisme et la nécessité d'approfondir la coopération au-delà des frontières et des générations. Selon elle, une réponse conjointe à cette urgence sanitaire mondiale

est indispensable pour répondre aux nouveaux défis et reconstruire nos communautés après la pandémie. Elle relate une consultation en ligne de l'ONU : 87 % des participants estiment que la coopération internationale est essentielle pour surmonter les défis actuels et 74 % d'entre eux considèrent que les Nations unies jouent un rôle majeur pour relever ces défis mondiaux. Elle milite à ce titre pour « *une plus grande participation des jeunes et des femmes dans les processus d'expression, afin de passer du multilatéralisme à une approche multi-acteurs, et rendre d'une certaine manière l'Organisation des Nations unies plus innovante, plus inclusive, plus inspirante* ». Bertrand Badie met en lumière dans son intervention la contradiction suivante : le monde n'a jamais eu autant besoin de multilatéralisme mais n'a jamais été aussi paralysé, expliquant que le « multilatéralisme invisible » est beaucoup plus efficace et performant

MODÉRATRICE :

Rahma Sophia Rachdi, Journaliste, United States Press Agency

INTERVENANTS :

Pierre Haski, Editoraliste - Chronique «Géopolitique», France Inter

Bertrand Badie, Professeur Émérite des Universités

Jayathma Wickramanayake, Envoyée pour la Jeunesse des Nations Unies

Youssef Mahmoud, Senior Advisor à l'International Peace Institute

que « le multilatéralisme visible ». À l'instar de Durkheim auquel il fait référence, il estime qu'il ne peut y avoir « *de société viable sans lien social et sans construction d'une solidarité au quotidien* ». Le professeur émérite de Sciences Po dissocie par ailleurs « le multilatéralisme à la française » qui s'inscrit dans une solidarité mondiale du « multilatéralisme à l'américaine » qui réside dans la création de liens institutionnels entre différents États, estimant que la seconde vision l'a emporté sur la première.

La dénonciation de la pression chinoise

Pierre Haski décrit une scène qui atteste « d'un monde inversé » lors du Forum économique mondial en 2017. Donald Trump, lors de son intronisation, a levé le poing et s'est montré menaçant alors qu'au même moment, Xi Jinping a rassuré les milliers de participants à ce forum de Davos sur la volonté de la Chine de maintenir le cap du libre-échange et du multilatéralisme. Ce moment de « pure illusion » démontre selon lui à quel point que les fondements de l'ordre international depuis 1945 sont aujourd'hui sens dessus dessous.



Pierre Haski

« La rivalité sino-américaine paralyse le fonctionnement du Conseil de sécurité mais paralyse aussi l'agenda de coopération internationale de manière de plus en plus grande, en forçant, comme à l'époque de la guerre froide, chacun à choisir son camp ».

Pierre Haski

Le chroniqueur de France Inter indique que la Chine a décidé de jouer la carte des Nations unies de manière importante car c'est à la fois le premier fournisseur de contingents de casques bleus de l'ONU et la nation qui dirige aujourd'hui le plus grand nombre de ses organisations. Cette stratégie d'influence s'est vue selon lui lors de l'apparition du Coronavirus. Le résultat a été une neutralisation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pendant la période d'hésitation de la Chine. Le journaliste explique que, contrairement à 2003 lors de la crise du Sras, l'OMS n'avait pas les coudées franches pour confronter la Chine en janvier 2020 et l'obliger, comme dix-sept ans auparavant, à avouer l'existence de l'épidémie d'humain à humain dès décembre 2019 comme l'ont fait des médecins lanceurs d'alerte. Il affirme que l'OMS est phagocytée par l'influence d'un pays puissant par ses relais politiques et le désengagement de l'Etat américain. Il fustige à ce titre le Conseil de sécurité de l'ONU qui avait su prendre une position forte lors du virus Ebola au nom de la coopération internationale pour lutter contre une épidémie menaçante mais qui a été incapable cette fois-ci de donner le signal nécessaire.

Trois scénarios onusiens

Youssef Mahmoud propose différents scénarios pour l'avenir des Nations unies à moyen et long terme. Le premier scénario – celui d'un meilleur avenir selon le lui – passe par des Etats réformés et ouverts au multilatéralisme qui font évoluer l'ONU et qui place l'institution au centre de la gouvernance mondiale, laquelle serait en mesure d'opérer un rapprochement avec les États-Unis. Le deuxième scénario évoque un statu quo avec des Nations unies prises entre deux grandes puissances et dont les recommandations sont remises en cause ou ignorées en toute impunité. Le troisième scénario, le pire de tous selon le conseiller principal à l'Institut International pour la Paix, imagine un pays de l'Oncle Sam incapable de se réformer avec un multilatéralisme à la carte qui régnerait en maître et des Nations unies dans l'impossibilité de prévenir les conflits entre Etats, ni de gérer les guerres.

« Même si je n'écarte aucune hypothèse, mon optimisme invétéré m'amène à croire que l'ONU, malgré ses défauts et ses failles, peut surmonter la crise actuelle ».

Youssef Mahmoud

Il est donc possible pour lui de trouver d'autres solutions et de maintenir ouvert le dialogue sur la gouvernance mondiale. Bertrand Badie réagit et, s'il souhaite une issue favorable, y voit deux obstacles. Il a tout d'abord la conviction qu'aucune institution internationale n'est réformable à ce jour pour des raisons de droit. Il se de-

mande surtout qui a stratégiquement intérêt à porter une réforme du système onusien. Pierre Haski voit dans les grandes métropoles la capacité de façonner certains agendas internationaux, comme l'accord de Paris sur le climat par exemple, susceptible de peser au plan international. Une idée à creuser pour contourner des blocages, dont celui du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU utilisé plus systématiquement par certains membres que d'autres...

REPÈRES

► **50** pays ont signé le 26 juin 1945 une charte donnant naissance à l'Organisation des Nations unies afin de « garantir une paix durable dans le monde ». Celle-ci fête son 75^e anniversaire en 2020 et compte 193 États membres

► **120 000** casques bleus de l'ONU interviennent sur des théâtres de guerre partout dans le monde dans des opérations de maintien de la paix

► **3** milliards de dollars, c'est le budget de l'ONU en 2020 financé par ses membres selon un barème de quotes-parts basé sur la capacité de paiement du pays, son revenu national brut et la taille de sa population

SAHEL : QUELLES INITIATIVES RÉGIONALES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 - 18h00 | Auditorium



Isabelle Ioannides en visioconférence, Alain Le Roy, Niagalé Bagayoko, Moussa Mara et Emmanuel Dupuy

En quête de solutions

Si l'on résume le Sahel à son « G5¹ » – à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad –, cet espace représente environ 30% de la population africaine et plus de 5 millions de km². Le terrorisme n'est pas la seule raison pour laquelle la communauté internationale s'implique sur ce territoire, qui paye un lourd tribut à la guerre : 13 000 civils tués depuis 2012 dans

l'espace Sahélo-saharien, sans oublier 3 000 soldats maliens, 160 casques bleus et 45 militaires français. Si l'on ajoute la question du déplacement des populations, qui touche plus d'un million de personnes, et 4 à 5 millions d'habitants dans une situation de détresse alimentaire, on comprend mieux l'importance du débat. Comment expliquer que les institutions n'ont pas pu anticiper ou répondre à cette menace ? Niagalé Bagayoko répond que l'échec est collectif.

« La crise multidimensionnelle à laquelle nous avons à faire au Sahel constitue un défi pour les cadres internationaux de gestion des conflits ».

Niagalé Bagayoko

MODÉRATEUR :

Emmanuel Dupuy, Président IPSE. Professeur associé Université catholique de Lille

INTERVENANTS :

Niagalé Bagayoko, Présidente de l'African Security Sector Network

Moussa Mara, Ancien Premier Ministre du Mali, Député

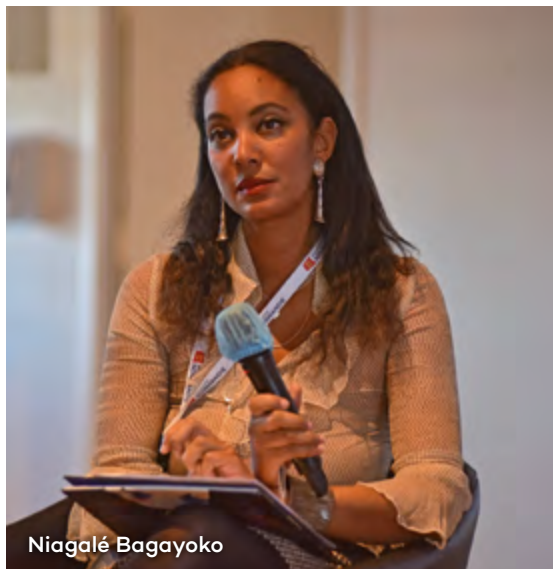
Alain Le Roy, Ambassadeur de France, Ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU

Annadif Khadir Mahamat Saleh, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU

Isabelle Ioannides, Analyste des politiques publiques, Service de recherche du Parlement européen

¹ Le G5 Sahel est un institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politique de développement et de sécurité

Après un rappel historique de la constitution du G5, la Présidente de l'African Security Sector Network soutient l'idée qu'il est nécessaire de repenser les organisations en place. Ces dernières, qui se sont focalisées sur « l'instrument militaire », ne permettent plus selon elle de répondre à l'insécurité. À côté des djihadistes, la région est en effet gangrenée par des structures d'auto-défense, des milices communautariées, des groupes criminalisés ou des unités rebelles, alors que le Mali est en proie de son côté à une insurrection populaire.



Niagalé Bagayoko

Moins d'organisations, plus de propositions

Certains intervenants estiment qu'il faut, avant de parler des symptômes, s'interroger sur les causes de cette guerre asymétrique qui puise ses racines dans l'absence ou la faiblesse de l'Etat dans toute la bande Sahe-lo-saharienne. La présence de la communauté internationale est importante, mais les initiatives régionales sont également primordiales pour vaincre le terrorisme. Moussa Mara se pose quant à lui la question de l'effi-

cacité du G5 Sahel et penche plutôt pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)² car « *elle a pris conscience des enjeux sahéliens et développe une stratégie en matière d'enjeux de sécurité* ». Il préconise surtout une rationalisation des organisations. « *Si nos chefs d'État participaient à tous les sommets de toutes ces organisations, ils n'auraient pas le temps de s'occuper de nos pays !* » ironise-il. Enfin, l'ancien Premier Ministre du Mali fait observer que les terroristes du Sahel sont mus d'abord par des questions financières. « *Une enquête sur des prisonniers montre que 40% d'entre eux s'engagent dans un groupe terroriste pour avoir un salaire et que moins de 10% le font par idéologie ou fanatisme religieux* ». Isabelle Ioannides pense qu'il faut aller au-delà du volet sécuritaire au Sahel, en intégrant son développement et sa gouvernance, et soutient que ces trois volets sont liés. L'analyste des politiques publiques au Service de recherche du Parlement européen décrypte à ce titre la position de l'Union européenne sur ce thème. Elle rappelle tout d'abord que l'Europe et ses États membres ont mobilisé 8 milliards d'euros sur les six dernières années sur ce dossier. Elle estime ensuite qu'il faut renforcer les efforts de gouvernance et faire plus pour la justice et le dialogue, pointant du doigt le manque de relations entre les gouvernements et leurs sociétés civiles. Alain Le Roy reconnaît, malgré tout ce qui a été fait, que la situation reste très difficile et délicate, notamment sur le plan militaire. Plus que la question des forces hybrides³, la question du financement et de la for-

² La CEDEAO est une organisation intergouvernementale regroupant 15 États ouest-africains avec pour objectif de promouvoir leur coopération économique et politique.

³ Avec deux commandements, un de l'Union africaine et l'autre de l'ONU

mation des armées africaines lui paraît cruciale. Si la Covid-19 a « relativement épargné » cette région, son incidence économique est forte : confinement, baisse du prix du pétrole, chute des exportations, gel du tourisme, etc. L'ambassadeur et ancien Secrétaire Général Adjoint de l'ONU annonce que cette question sera à l'ordre du jour lors d'un sommet prévu en mai 2021 avec tous les partenaires africains, européens et internationaux.

Plus de justice et des politiques vertueuses

Niagalé Bagayoko s'émeut du comportement des forces de défense qui a généré la défiance de la population. Elle fait référence à des accusations documentées aussi bien par les Nations unies que par des organisations de défense des droits de l'Homme contre certaines unités. Elle demande à ce titre que les chaînes de commandement soient en mesure de déterminer les responsabilités des uns et des autres, et que justice soit faite. *« La capacité des forces de défense et de sécurité à respecter les droits de l'Homme est tout aussi importante que leur aptitude à combattre »*. Des propos appuyés certains intervenants, qui estiment que les outils de défense et de sécurité ont besoin d'être réformés, ce qui nécessite une volonté politique. Tous s'accordent pour dire que l'éducation des soldats est essentielle afin que les armées assurent leur rôle de protection, et ne deviennent pas un outil de persécution. Moussa Mara rebondit sur cette volonté politique et espère que la transition malienne va jeter les bases d'une rupture avec les pratiques antérieures *« qui ont créé un véritable fossé entre les populations et les leaders politiques »*. Son message de conclusion est sans équivoque :

« tant que ce fossé n'est pas réduit, rien ne sera possible dans l'éducation, dans la santé ou dans le domaine de la défense et de la sécurité. Nous supposons que les gouvernants ont l'ambition de remettre les choses sur les rails. Nous n'allons pas leur donner pour autant un blanc-seing, mais nous allons les accompagner et nous assurer que cette transition jette les bases du renouveau ».



« Nous assistons à une rupture de confiance entre les populations et leur élite au Mali, mais c'est le cas un peu partout. La corruption se traduit par de l'inefficacité, à commencer par le secteur de la sécurité. La solution passe par l'exemplarité, l'honnêteté et la gestion vertueuse des deniers publics ».

Moussa Mara

QUE VAUT UNE ALLIANCE AUJOURD'HUI ?

Repenser les acteurs de paix | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 - 18h00 | Salle Guillaume



De l'OTAN des origines à l'Alliance d'aujourd'hui...

Nicole Gnesotto introduit ce débat en se penchant sur les relations de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avec l'Europe. Elle explique que la mission donnée à l'Alliance atlantique à sa création en 1949, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, était d'allier militairement des pays désireux de

se défendre contre une menace potentielle, à l'époque incarnée par l'Union soviétique. L'OTAN avait ensuite pour vocation le contrôle politique de l'Allemagne par les Etats-Unis. Petit à petit, ce deuxième volet s'est étendu à toute l'Europe. Cette stratégie s'est traduite sur le terrain par la présence de divisions allemandes, américaines, italiennes ou françaises, toutes mélangées. La présence américaine permettait d'envoyer un message fort à Moscou, puisqu'une attaque contre l'Europe serait considérée comme une offensive contre les États-Unis. Ce dispositif a disparu en 1990 avec la fin de l'Union soviétique. L'Alliance atlantique, qui avait perdu d'une certaine façon sa dimension « militaire », pourtant à l'origine de sa création, a conservé sa

MODÉRATEUR :

Jean-Pierre Guéno, écrivain et historien

INTERVENANTS :

Nicole Gnesotto, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'institut Jacques Delors

Stéfanie von Hlatky, professeure agrégée, directrice du Centre for International and Defence Policy à Queen's University

Camille Grand, secrétaire général adjoint de l'OTAN pour l'investissement de défense

Pierre Vimont, chercheur associé à Carnegie Europe

dimension politique jusqu'en 2010 selon Nicole Gnesotto. « *Les Américains avaient une obsession : empêcher les Européens de constituer une défense européenne autonome et, pour cela, les conserver dans le giron de l'OTAN. Cette stratégie a volé en éclat avec l'élection de Donald Trump, qui se contrefiche de l'évolution politique de l'Europe et de sa sécurité* ».

« On se retrouve aujourd'hui avec une alliance qui représente la première armée du monde mais dont la puissance ne sert à rien, ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique. On en voit la conséquence immédiate en Turquie par exemple ».

Nicole Gnesotto



Des divergences notoires

Stéphanie von Hlatky centre ses propos sur la Covid-19 en expliquant que l'OTAN finance la recherche scientifique et développe des partenariats à l'échelle mondiale, au nom de la sécurité collective défendue par l'Alliance. A l'heure de la pandémie, elle estime que les forces armées doivent désormais se concentrer sur une autre notion de

protection des soldats, « *plus axée sur les risques sanitaires plutôt que sur les engins explosifs improvisés en Afghanistan* ». Pour elle, cette nouvelle approche est cohérente avec les orientations de l'Alliance atlantique, qui a déclaré vouloir intensifier son rôle dans le domaine de la sécurité humaine. À ce titre, elle critique les propos du Président de la République française, Emmanuel Macron : « *le chef de l'Etat a dit que l'Alliance atlantique est en état de mort cérébrale. Il est bon de rappeler que la longévité de l'OTAN est assez remarquable et sa capacité à survivre aux crises et aux changements internationaux depuis 1949 a été prouvée* ». Camille Grand fait état de son côté d'une situation complexe pour l'Alliance atlantique, évoluant dans un environnement d'instabilité persistante, qui exige de la « réinventer ». « *Est-ce que l'OTAN est une alliance régionale de sécurité ultime face à des menaces ou s'agit-il d'une force qui a vocation à aller à l'extérieur gérer les crises comme elle l'a fait dans le passé ?* » questionne-t-il. Le Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour l'investissement de défense explique que son organisation « met vraiment les mains dans le cambouis », citant à titre d'exemple les thématiques de la cybersécurité ou de l'environnement technologique. Pierre Vimont pense que l'OTAN fait œuvre utile et que l'Alliance atlantique reste avant tout un instrument militaire tout à fait remarquable : « *à vouloir lui faire embrasser toutes les problématiques, l'OTAN risque de perdre un peu de son identité. La santé et la sécurité sanitaire sont plutôt l'affaire de l'Organisation mondiale de la Santé comme l'avenir des démocraties relève d'abord des Nations unies* ». Il revient sur la question du positionnement de l'Europe et des États-Unis au sein de l'OTAN.

Il suggère que des ramifications vers le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et d'autres pays pourraient faire de l'OTAN de demain une alliance occidentale contre le reste du monde, une hypothèse contraire aux idées de la France et d'un certain nombre de pays européens. « *Voilà le vrai débat géopolitique pour l'OTAN des prochaines années* » annonce-t-il. Il termine ses propos en expliquant que l'ordre du multilatéralisme est bousculé et que, dans ce contexte, l'Europe éprouve des difficultés à choisir son camp.

« Le multilatéralisme est fracturé, ballotté, bousculé de tous côtés par de nouvelles puissances qui ne respectent plus les règles de droit, la souveraineté des pays, le non-recours à la force et les conventions internationales. Nous sommes aujourd'hui dans un monde où les grandes puissances agissent unilatéralement et selon leur bon vouloir ».

Pierre Vimont

OTAN 2030

L'avenir de l'Alliance atlantique, qui donne actuellement lieu à une réflexion à échéance 2030, a été posé par de nombreux intervenants. Camille Grand préconise en effet de « *ne pas rester dans le temps court* » et ne pas hésiter « *à bousculer les idées pour ouvrir le débat et chercher la solution* ». Nicole Gnesotto estime que si l'OTAN « *n'a pas d'autre mission que d'apporter une protection sanitaire aux soldats*

contre la COVID, on peut vraiment se demander à quoi sert l'Alliance ». Elle reconnaît que cette organisation doit se réinventer mais qu'il est difficile de se projeter à dix ans quand le monde change tous les six mois. La professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, s'interroge : « *est-ce que l'Occident, ce sont les Européens et les Américains ? Avons-nous des intérêts communs ?* » Elle milite pour que ce débat s'organise d'abord entre Européens : « *l'objectif n'est pas de rentrer en confrontation avec les États-Unis, la plus grande démocratie du monde jusqu'à aujourd'hui, ni de construire une alliance rebelle. Il est de construire une Union européenne autonome, capable de défendre ses intérêts et seule si besoin quand ils sont différents de ceux des autres* ».

REPÈRES

► **30** pays sont membres de l'OTAN. À l'exception du Canada et des États-Unis, tous sont situés en Europe (dont la Turquie qui s'étend de l'Europe de l'est à l'Asie Mineure)

► **2, 37** milliards d'euros : le budget de l'OTAN calculé selon une quote-part de ses membres

► **2020** est l'année de l'arrivée du dernier membre de l'OTAN, à savoir la Macédoine du Nord

ÉTHIOPIE, SOUFFLE D'ESPOIR POUR L'AFRIQUE

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Auditorium



Laëtitia Bader en visioconférence, Abdeta Beyene, Henok Teferra Shawl, René Lefort et Olivier Caslin

Une position stratégique

Si certains débats font consensus, cela n'a pas été le cas pour celui-ci qui a donné lieu à des analyses et des prises de positions contradictoires. Une question liminaire s'impose : pourquoi dédier une discussion à l'Éthiopie alors que l'Afrique compte 63 États ? D'abord pour son actualité. Abiy Ahmed, son Premier ministre, a reçu en 2019 le 100e Prix Nobel de la Paix,

MODÉRATEUR :

Olivier Caslin, Journaliste de Jeune Afrique

INTERVENANTS :

René Lefort, chercheur indépendant, spécialiste de la Corne de l'Afrique

Laëtitia Bader, directrice Corne de l'Afrique à Human Rights Watch

Abdeta Beyene, directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation

Henok Teferra Shawl, ambassadeur d'Éthiopie en France

engendrant un formidable espoir. Ensuite par sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique, péninsule à l'est du continent et dont l'Éthiopie est à la fois le cœur et la principale puissance politique et économique. Enfin, ce grand pays de 109 millions d'habitants constitue le berceau de l'humanité depuis la découverte de Lucie en 1974. Henok Teferra Shawl précise que l'Éthiopie est une vieille nation. L'ambassadeur d'Éthiopie en France indique ensuite que son pays, s'il souffre comme les autres de la Covid-19, devrait bénéficier en 2020 d'un taux de croissance économique estimé à 7,2 %. Il dit ensuite que, grâce aux réformes entreprises depuis deux ans, son pays a géré les difficultés macro-économiques qui persistaient et a avancé sur le grand projet du Barrage de la

Renaissance¹. « *Nous sommes un très vieil Etat qui est passé d'un système féodal sous la forme d'un empire à une monarchie absolue. Nous avons essayé le communisme puis un régime autoritaire pour finalement s'engager vers la démocratie dont nous faisons l'apprentissage* » a aussi commenté le représentant de l'Éthiopie en France, rappelant que ce régime suppose des institutions judiciaires, une société civile, des médias indépendants et des responsables qui agissent dans le cadre de la loi.

« L'Éthiopie assurera pour la première fois de son histoire sa sécurité alimentaire. Pour un Ethiopien comme moi, c'est une grande fierté »

Henok Teferra Shawl

Des critiques acérées

René Lefort porte une analyse différente sur la situation actuelle de l'Éthiopie. « *Monsieur l'ambassadeur nous dit que son pays pose des jalons pour la démocratie. Ce n'est pas l'évolution que j'observe depuis 18 mois en lisant la presse internationale qui critique le régime et s'inquiète d'une dérive autoritaire* ». Le chercheur indépendant évoque « *une justice chaotique* », une assemblée « *composée à 100 % de députés qui appartenaient à d'anciens partis quasi uniques qui ne délibèrent pas* » ainsi qu'une « *atomisation du pouvoir et de l'autorité qui rend la situation extrêmement difficile à surmonter* ». Ce à quoi Henok Teferra Shawl répond « *que l'Éthiopie ne recherche pas l'au-*

¹ Plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, sa construction est programmée pour 2022. Ce projet suscite des tensions avec les pays situés en aval, le Soudan et l'Égypte, qui craignent une diminution des débits d'eau et des apports de limon



toritarisme mais que l'autorité de l'Etat soit respectée dans un cadre démocratique. Pour cela, il faut séparer l'Etat du parti. C'est absolument faux d'affirmer que nous cherchons à perpétuer l'Etat-parti alors que nous essayons de faire tout le contraire ». Il pense enfin « *qu'il ne faut pas mélanger le passé avec le présent, reconnaissant beaucoup de passifs mais aussi des actifs sur l'ancienne gestion du pays* ». Abdet Beyene relativise ces critiques en soulignant que l'Éthiopie est en pleine transition, que le pays évolue et qu'il se réforme. Après avoir rappelé historiquement son contexte politique, le directeur exécutif du Centre for Dialogue, Research and Cooperation mentionne que les changements profonds font « *toujours des gagnants et des perdants, les gagnants cherchant à consolider leur pouvoir* ». Il reconnaît cependant des contradictions. « *Les institutions fédérales ont résolu des problèmes mais elles en ont aussi renforcé d'autres* ». Il souligne également des problématiques transfrontalières entre les Etats régionaux qui peuvent remettre en cause le processus entamé. « *Le régime précédent a tenté de créer des institutions basées sur la compréhension de nos contradictions.*

Le leadership actuel tente, à l'inverse, d'impliquer l'Éthiopie en harmonisant la société ». Enfin, il souligne le rôle géopolitique de l'Éthiopie. « Nous sommes des pacificateurs dans le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, mais aussi en Somalie. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer car tous nos voisins sont de petits pays, comme Djibouti par exemple, qui comptent sur notre présence pour consolider la paix dans cette région ».

Le verre à moitié vide ou à moitié plein

Laëtitia Bader partage l'idée que l'Éthiopie a suscité de l'espoir chez beaucoup d'Érythréens en 2018, mais que les faits s'avèrent différents depuis. Elle fait état « *d'une réalité extrêmement complexe* » avec, dans un premier temps, des réformes positives et des engagements importants, dont notamment la libération de milliers de prisonniers politiques. Mais depuis 2019, elle reproche au gouvernement de forcer des milliers de déplacés à rentrer chez eux et dans des régions en conflits. Elle évoque « *une détérioration des droits de l'Homme et une politique*



Laëtitia Bader

sécuritaire très grave ». Elle revient notamment sur l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa².

« Le gouvernement a failli dans sa promesse de mener des enquêtes crédibles et de tenir ses engagements en matière de commission de paix, avec des violences intercommunautaires récurrentes en Éthiopie ».

Laëtitia Bader

Interrogé sur ce dernier point, l'ambassadeur a expliqué que ces violences sont le fait d'acteurs politiques qui cherchent à semer le chaos dans le pays. Selon lui, la population éthiopienne vit en paix dans l'harmonie. Sur la commission de paix et de réconciliation, il explique qu'elle est composée de personnalités « *les plus indépendantes qui soient* ». Enfin, concernant l'assassinat du chanteur Hachalu Hundessa, il précise que c'est l'acte « *de gens organisés, venus d'autres endroits, qui veulent créer une guerre civile entre des groupes ethniques* ». René Lefort craint en conclusion que la discussion tourne « *au dialogue de sourd car nous n'avons pas la même vision, même des faits* », estimant que de « *parler de dérive autoritaire n'est pas contradictoire avec l'idée d'un Etat affaibli. C'est justement le contraire puisqu'un Etat affaibli cherche à se renforcer par une dérive autoritaire* ». Une chose est sûre : la situation actuelle de l'Éthiopie fait débat !

² Chanteur éthiopien engagé tué le 29 juin 2020 et dont l'assassinat a généré des manifestations qui ont fait 239 morts sur fond de tensions ethniques

(DÉS)ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES MONDIAUX

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Salle Or



Virginie Robert



Sylvie Bermann



Bertrand Badré

À la recherche d'un vaccin pour résoudre la crise économique

Si tous les débats du Forum mondial Normandie pour la Paix traitent de questions d'actualité, certains couvrent des sujets plus « chauds » que d'autres. Celui-ci en fait partie puisqu'il concerne l'impact de la crise sanitaire sur l'ordre mondial. *« Les frontières ont été fermées, les chaînes de production de logistique sont réévaluées, les Etats ont dû intervenir de*

façon très forte, beaucoup d'aides ont été levées pour essayer de résorber les conséquences économiques de cette pandémie. Est-ce qu'il faut réduire les déséquilibres nés de cette crise ou faut-il tenter de créer quelque chose de nouveau ? » questionne Virginie Robert, modératrice. Pour Bertrand Badré, la Covid-19 accélère certaines prises de conscience dans le fonctionnement de nos économies face aux enjeux climatiques ou sociaux. *« Il faut utiliser cette pandémie pour effectuer le travail qui n'a pas été fait lors des crises financières précédentes et réorienter nos économies pour être vraiment au service du développement durable »*. Jason Furman oriente ses propos sur la pénurie de la demande et la nécessité d'opérer une relance à condition de produire et consommer autrement, précisant que *« 11 à 12 millions de personnes ont perdu leur emploi aux*

MODÉRATRICE :

Virginie Robert, Chef du service international, Les Echos

INTERVENANTS :

Jason Furman, Professor of Practice, Harvard Kennedy School, Ancien président du Council of economic Advisers sous l'administration Obama

Sylvie Bermann, Ambassadeur de France - Présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale

Bertrand Badré, Directeur Général de Blue like an Orange Sustainable Capital

Yaroslav Lissovolik, Directeur général & chef de la direction analytique, Sberbank

Etats-Unis à cause de la pandémie. Il est indispensable de les former aux métiers de demain, mais on ne sait pas forcément comment bien s'y prendre ». Yaroslav Lissovolik a apporté son point de vue de Directeur général et chef de la direction analytique de la banque russe Sberbank. « *Le G20 montre que la lutte contre la crise n'est toujours pas suffisamment coordonnée entre les différents pays et institutions mondiales* ». Il pense que l'Union européenne pourrait prendre le leadership de ces efforts communs, suggérant d'associer le Fonds monétaire international, la Banque mondiale¹ ou l'Organisation mondiale du commerce, qui manquent actuellement dans la gouvernance mondiale. Il prône un cadre international pour se préparer à toute éventuelle nouvelle crise dans une logique d'anticipation, la question étant de savoir comment mettre en place ce « filet de sécurité ».

La solution des banques de développement régionales²

La coopération peut aussi être régionale, comme l'ont expliqué les intervenants, citant l'exemple de la banque interaméricaine de développement, la plus importante banque de développement régionale d'Amérique latine. L'occasion de préciser que les ressources des banques régionales de développement sont comparables – sinon supérieures – à celles de la Banque mondiale, et que les institutions régionales peuvent peser davantage que les organisations internationales. Yaroslav Lissovolik estime que les interactions entre les institutions de coopérations

régionales créent de nouvelles opportunités de coopération et plus de possibilité de diplomatie économique. Par rapport à ce qui a été dit, Sylvie Bermann estime que si beaucoup de choses peuvent se faire au niveau régional, il n'est pas sûr que la situation pourrait être résolue de cette manière.

« Si les Etats ne sont pas prêts à coopérer, cela ne passera pas. On retrouve l'antagonisme des grandes puissances et il est très difficile de passer outre ».

Sylvie Bermann

L'ambassadeur de France et Présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale mentionne le fait qu'aux Etats-Unis, comme dans d'autres pays, faute de moyens de l'Etat, des institutions sont fondées grâce aux contributions volontaires. Elle donne l'exemple de l'Organisation mondiale de la Santé qui, avant, faisait l'objet de 80 % de contributions obligatoires et 20 % de contributions volontaires, alors que c'est l'inverse aujourd'hui. Or, ces donateurs qui apportent un important soutien financier, à l'image de la Fondation Bill et Melinda Gates, fléchissent aussi leurs contributions dans des domaines qui les intéressent et ne sont pas nécessairement la priorité du moment. Bertrand Badré estime de son côté que la difficulté tient dans la mobilisation des gouvernements sur des sujets qui ne correspondent pas à leur préoccupation géopolitique ou à court terme. Il évoque les relations parfois compliquées entre les banques régionales et la Banque mondiale. Ces dernières doivent selon lui travailler ensemble, car elles font partie du même système.

¹ La Banque mondiale est une institution financière internationale qui accorde des prêts à effet de levier à des pays en développement pour des projets d'investissement.

² Institutions qui ont des fonctions similaires à la Banque mondiale, mais avec une zone d'action régionale.

« J'ai entendu les Banques régionales de développement dire que la Banque mondiale se prenait pour Blanche Neige et qu'elles étaient les sept petits nains »

Bertrand Badré

Recentrer le débat sur la dimension humaine

Les déséquilibres économiques sans précédents provoqués par la pandémie ont touché les pays émergents, notamment en raison de l'arrêt des flux d'argent des émigrés vers leur pays d'origine. Jason Furman pense qu'il s'agit là d'un des aspects les plus importants de la crise actuelle puisqu'elle touche les plus démunis. « *L'émigration a été très affectée par les restrictions qui ont été prises dans les différents pays dont le développement dépendait de manière très importante de ce système de transfert d'argent. Selon les estimations de la Banque mondiale, le manque à gagner s'élève à 100 milliards de dollars* ». Faut-il se préparer à vivre dans un monde plus pauvre ? A cette question, le professeur de la Harvard Kennedy School rappelle que la crise touche tous les pays dans le monde et qu'elle s'amplifie faute de réponse coordonnée. L'Afrique, relativement peu impactée sur le plan sanitaire par rapport à d'autres continents, subit en revanche les conséquences économiques de ce désordre mondial : crise des revenus des émigrés, crise commerciale et phénomènes de relocalisation des activités économiques. Quant à savoir si la crise accentue les replis identitaires, les débatteurs sont prudents : « *quand vous avez une situation de crise économique, vous avez*

toujours nécessairement des inégalités, des mouvements sociaux et une tendance au repli sur soi. Pour autant, il est excessif de dire que c'est la fin de la mondialisation heureuse car on ne relocalisera pas complètement » tempère Sylvie Bermann. A défaut de « vaccination » du système économique, le débat s'est logiquement terminé sur la question du vaccin de la Covid-19. Si les intervenants ne doutent pas de sa découverte « *grâce à une mobilisation de la recherche à l'échelle planétaire unique dans l'histoire de l'humanité* », ils s'interrogent sur la mise à disposition à l'ensemble des populations qui en ont besoin. Une question qui sera bientôt d'actualité.

REPÈRES

- ▶ **23** milliards de dollars ont été engagés par la Banque mondiale en 2019
- ▶ **40%** des déficits et des excédents des transactions courantes à l'échelle mondiale étaient excessifs en 2019 selon le Fonds monétaire international
- ▶ **55%** de la production et de la demande mondiale émanent de 6 pays qui ont été parmi les plus rapidement et durement touchés par la crise sanitaire : Chine, Corée, Italie, Japon, Etats-Unis et Allemagne

MOYEN-ORIENT : SE RECONSTRUIRE DANS UN CONTEXTE INCERTAIN

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 16h30 · 18h00 | Salle Azur



Grégory Rayko, Salman Shaikh et Farouk Atig

Donner les clés de la reconstruction aux autochtones

Invitée à expliquer le rôle du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Zena Ali-Ahmad rappelle en préambule que « *le Moyen-Orient a toujours été une région de grande agitation et en conflit* ». Sa Représentante Résidente en Irak explique que ce programme participe au renforcement d'une paix fragile à tra-

vers différentes actions, dont celle du retour ou de la réintégration de familles qui ont dû prendre la fuite. « *En 2016, date à laquelle cette aide a été lancée, le pays comptait 6,7 millions de déplacés intérieurs, forcés de fuir en raison de la guerre contre Daesh. Aujourd'hui, plus de 4,7 millions de ces Irakiens ont retrouvé leur maison grâce au PNUD et aux soutiens de donateurs* ». Vingt-sept partenaires participent en effet au côté du gouvernement à la réhabilitation des infrastructures du pays, de l'eau à l'électricité en passant par la construction d'abris décents. « *Nous travaillons aussi à l'autonomie alimentaire par des aides à l'agriculture locale. Cette réappropriation est complexe car les personnes emprisonnées par Daesh ne se sentent plus enraci-*

MODÉRATEUR :

Grégory Rayko, Chef de rubrique International à The Conversation France

INTERVENANTS :

Zena Ali-Ahmad, Représentante Résidente en Irak du Programme des Nations-Unies pour le Développement

Farouk Atig, Grand reporter, spécialiste des réseaux djihadistes

Salman Shaikh, Fondateur et Directeur Général - The Shaikh Group

nées à la terre qu'ils travaillaient précédemment. Nous effectuons à ce titre un gros effort pour intégrer ces communautés dans le tissu social ».

L'intégration des populations au processus de reconstruction

Salman Shaikh confirme la nécessité d'engager les représentants des populations pour bâtir la paix au Moyen-Orient. Il prend appui sur l'expérience de son organisation qui intervient depuis dix ans sur la plupart des conflits de cette région du monde : Palestine, Israël, Liban et Irak. Selon lui, en Syrie, l'ONU a fait l'erreur fin 2011 et en 2012 de se concentrer de façon trop étroite sur le dialogue entre le régime de Bachar el-Assad et l'opposition, alors que cette dernière n'était pas vraiment organisée malgré les efforts de la communauté internationale.

« Les Syriens nous disent qu'il faut un processus qui implique plus de personnes et qui donne à chacun la possibilité de s'exprimer sur les réformes nécessaires dans leur société ».

Salman Shaikh

Rappelant son opposition à Bachar el-Assad « *qui ne mérite pas de gouverner ce pays* », Salman Shaikh estime, dans une Syrie scindée en différentes zones contrôlées par des administrations différentes, que « *la seule façon de surmonter les difficultés consiste à soutenir le droit international et les normes internationales* ». Il tient à rappeler à ce titre l'interdiction absolue d'un gouvernement d'attaquer ses

propres populations ou encore le droit des citoyens à s'exprimer sur leur façon de reconstruire leur pays.

La viabilité de l'Irak et de la Syrie en question

Farouk Atig estime également que « *la solution ne peut pas venir d'entités extraterritoriales ou d'entités étrangères, et qu'il est temps de confier aux Irakiens et aux Syriens les clés de la reconstruction de leur pays respectif* ». Quant à la viabilité de ces deux États l'un à côté de l'autre, « *[son] cœur a envie de dire oui mais la raison [lui] fait dire non* ». Se penchant sur le sort syrien, le grand reporter explique que le pays est morcelé et qu'il existe trois Syrie à part entière. La première au Sud avec la capitale Damas et une gouvernance chiite alaouite ; la deuxième au nord-ouest, sous influence turque, avec près de 3 millions de personnes, qui résiste au régime de Bachar el-Assad ; la troisième, à majorité kurde et arabe, qui s'est battue pour libérer le pays de l'influence djihadiste.

« Il faut rappeler les exactions de Bachar el-Assad, cet homme dont le ministre français des Affaires étrangères disait en 2012 qu'il ne mériterait pas d'être sur terre »

Farouk Atig

Zena Ali-Ahmad estime pour sa part que le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Irak sont viables, mais que la dégradation du contrat social entre les citoyens et les gouvernements constitue un frein supplémentaire. Elle prône également la reconnaissance des victimes « *car la réconciliation n'est pas possible sans justice* ». Salman Shaikh croit aussi à



une solution possible car « *ce sont des peuples fiers et des civilisations très importantes* ». Farouk Atig, à l'écoute de ces remarques, nuance ses propos initiaux sur la viabilité des Etats irakiens et syriens et précise sa pensée : « *j'ai plus confiance en l'Irak car, malgré les traces de la guerre, il n'y a pas eu la même hécatombe qu'en Syrie, en tout cas ces dix dernières années. Je pense simplement que les choses vont être particulièrement compliquées et que la solution est interne. Il revient aux populations opprimées et opprimees de juger ceux qui se sont rendus complices de crimes atroces. Si l'on ne fait pas ce travail préalable, il n'y a pas de viabilité possible* ».

Un cancer nommé Daesh

Les échanges se sont ensuite focalisés sur Daesh, comparé « *à un cancer qui a rongé cette région du monde et dont les métastases ont proliféré* ». Farouk Atig indique que ces « organisations » ont prospéré en raison de l'absence d'un Etat central. « *Il suffit de voir de*

quelle manière spectaculaire la ville de Mossoul a été prise en quatorze heures par l'Etat islamique. Or, cette ville était contrôlée par des miliciens shiites envoyés par Bagdad qui exerçaient le racket, le viol et les vols sur les populations majoritairement sunnites. L'exaspération des populations locales a facilité l'arrivée de Daesh ». Grégory Rayko recentre le débat sur la reconstruction et le rôle des puissances extérieures. Tous les intervenants sont d'accord pour reconnaître un désengagement des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie. Ils préfèrent à ces luttes d'influence le soutien de la communauté internationale, qui doit selon eux aider les populations à prendre leur destin en main en leur donnant les clés de la reconstruction.

REPÈRES

▶ **380 000** personnes ont été tuées en Syrie depuis le début du conflit en 2011, dont plus de 115 000 civils, parmi lesquels on comptait 22 000 enfants.

▶ **400** milliards de dollars : le coût des destructions en Syrie estimé par l'ONU

▶ **4 000** milliards de dollars. Ce serait le coût global pour les États-Unis de la guerre contre l'Irak, intégrant les frais médicaux et les pensions versées aux anciens combattants

RESTAURER LA CONFIANCE ?

Explorer les fractures internationales | Jeudi 1^{er} OCTOBRE | 17h30 - 19h00 | Salle Azur



Marc van der Woude, Françoise Mélonio et Pascal Perrineau

Une cassure profonde et durable

En ouverture de ce débat, Françoise Mélonio a cité le Premier ministre Jean Castex, qui se donnait comme première ambition *« de restaurer la confiance qui soude des sociétés autour des valeurs humaines : la confiance du peuple en ses élites, la confiance entre l'Etat et les corps intermédiaires, la confiance en l'avenir »*. Preuve d'une certaine manière que le bât blesse, comme l'explique Pascal Perrineau : *« La société*

française est considérée comme l'une des plus défiantes au monde, derrière l'Afghanistan par exemple. Or, la confiance est un ressort décisif du fonctionnement démocratique, partant du principe que si le pouvoir vient d'en haut, la confiance vient d'en bas ». Ce sentiment constitue selon le politologue l'élément fondamental du malaise démocratique que nous traversons. *« A travers les études que nous menons, nous observons que cette défiance est tous azimuts : vis-à-vis du monde politique, des entreprises, des institutions religieuses, de la justice... »*. Dans ce panorama, ce que Pascal Perrineau appelle *« l'Etat protecteur »*, à savoir l'armée, la police et les hôpitaux publics, fait figure d'exception. Le paradoxe, c'est que les personnes interrogées en France dans les enquêtes relatent une forte confiance en elles-mêmes, mais aussi en leurs proches,

MODÉRATRICE :

Françoise Mélonio, Professeure émérite de littérature française, Sorbonne Université

INTERVENANTS :

Arthur Goldhammer, écrivain, traducteur, essayiste, Senior Affiliate au Center for European Studies de l'Université de Harvard

Pascal Perrineau, Politologue et professeur des Universités à Sciences Po, ancien directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)

Marc van der Woude, Président du Tribunal de l'Union européenne

leurs voisins ou leur quartier. Cette « confiance de proximité » s'est exprimée de façon magistrale pendant la crise de la Covid-19, avec des solidarités interpersonnelles remarquables. L'intervenant pointe en revanche du doigt une donnée très inquiétante : la défiance vis-à-vis des décideurs.

« La confiance entre les citoyens et le pouvoir s'apparente à un trou noir qui ne cesse de se creuser année après année ».

Pascal Perrineau

Les effets délétères de la situation

Les seuls décideurs qui trouvent grâce aux yeux de l'opinion publique sont ceux qui ont quitté la scène politique. Cette défiance généralisée présente des effets délétères car elle affaiblit le régime démocratique et renforce de fait l'idée qu'il pourrait y avoir autre chose, comme un régime autoritaire

par exemple, une idée qui gagne du terrain chez les jeunes. Le Professeur des Universités à Sciences Po parle de plusieurs visages de la démocratie aujourd'hui avec « une démocratie représentative », qui fonctionne, mais de moins en moins bien, et « une démocratie participative », qui se réinvente. Cette dernière forme de démocratie consiste à associer les citoyens à la prise de décision en les consultant et en les faisant délibérer en dehors des périodes électorales, à l'instar du « grand débat national » ou de « la conférence citoyenne sur le climat ».

Arthur Goldhammer analyse la situation aux États-Unis, son pays, en proie à « *une crise inquiétante et virulente* ». Il détaille six facteurs clés : la panne de l'ascenseur social, la transformation du système médiatique, une utilisation manichéenne des réseaux sociaux, les institutions d'oppositions ou de contre-pouvoir, les tensions raciales et les relents xénophobes. On retiendra notamment que « *les Européens ont toujours sous-estimé leur chance de promotion sociale alors que les Américains l'ont toujours suresti-*

Le désenchantement des réseaux sociaux et le rôle des médias

Les intervenants du débat ont expliqué que l'utilisation des réseaux sociaux par des démagogues qui s'adressent à des millions de personnes sans possibilité de contradiction et qui fustigent à longueur de temps « les élites » exacerbe la défiance. Les panélistes portent aussi un regard assez critique sur ce média au regard des « espoirs fous » qu'il avait suscité lors de son avènement. A la question du public

de savoir s'il n'y avait pas « de désinformation » de la part des médias français, les intervenants ont répondu « qu'il n'y avait pas, en France, de chaîne comme Fox News ». En revanche, l'intérêt pour l'information dans l'Hexagone, mesuré par le Baromètre La Croix, a atteint en 2020 son plus bas niveau historique, une donnée peu réjouissante...

mé ». L'écrivain-traducteur se veut par ailleurs très critique avec l'université américaine qui, en mettant en place « un système de sélection soi-disant objectif, a créé quelque chose qui ressemble fort à une caste de diplômés ».

De la responsabilisation collective

Marc van der Woude met en lumière deux facteurs qui contribuent à la défiance, en France comme Outre-Atlantique. Le premier résulte du modèle social-démocrate qui ne fonctionne plus et attise l'individualisme au détriment du collectif.

« Le respect du droit individuel est parfaitement bien pris en compte sur le plan juridique. Mais où est la responsabilité collective et comment se traduit-elle dans les décisions juridictionnelles ? »

Marc van der Woude

Le second tient dans la perception de l'Europe par le citoyen, qui estime que l'UE est responsable de la perte du contrôle des États, notamment en raison du discours différent des hommes et femmes politiques selon qu'ils se trouvent à Bruxelles ou dans leur pays. « *Quand on parle des élections européennes, sont-elles européennes ? Non ce sont des élections où on désigne des délégués au Parlement européen mais le processus n'est pas un processus collectif. Là aussi, on n'assume pas vis-à-vis de l'Europe* ». Il le regrette, estimant que l'UE pourrait être justement la cause qui rassemble et non celle qui divise.

REPÈRES

- ▶ **64%** de la population estime que la démocratie ne fonctionne pas correctement dans notre pays
- ▶ **39%** seulement des Français disent avoir confiance dans le gouvernement pour faire face efficacement au Coronavirus
- ▶ **30%** des personnes expriment de la méfiance, premier critère pour qualifier leur état d'esprit, devant la lassitude (28%), la morosité (22%) puis la sérénité (21%)
- ▶ **8%** seulement des salariés français sont syndiqués

LES DYNAMIQUES ASIATIQUES À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Explorer les fractures internationales | vendredi 2 OCTOBRE | 14h30 · 16h00 | Salle Azur



Virginie Robert, Judy Tseng et Antoine Bondaz

Un climat de tension

Chine, Taïwan, Corée, Vietnam, Japon... Les pays d'Asie subissent comme tous les pays du globe la crise sanitaire. Comment s'en sortent-ils ? La pandémie modifie-t-elle leurs relations avec les autres puissances du monde ? Jean-Pierre Cabestan aborde d'emblée les relations entre la Chine et l'Union européenne sur la question de l'accès au marché chinois. « *Nous sommes dans une impasse et je vois mal comment la Chine et l'Europe vont pouvoir trouver un terrain d'entente si*

le régime de Pékin n'accepte pas de faire des concessions » explique-t-il. La Covid-19 aurait pu rapprocher les deux camps mais elle les a plutôt divisés. Judy Tseng livre dans la foulée son approche du point de vue taïwanais. Pour elle, La pandémie a joué un rôle, dans la mesure où elle a révélé des divisions au sein de la société taïwanaise avec des tensions entre Taïwan et la Chine qui ont généré beaucoup de souffrances. Elle insiste par ailleurs sur l'urgence d'un monde multi-alliance conforté par une solidarité régionale émergente pour combattre la crise et renforcer la démocratie, y compris dans les pays sous influence chinoise.

Enterrement la hache de guerre entre les États-Unis et la Chine

Contrairement à l'idée « d'un monde d'après », Antoine Bondaz affirme que les tendances préexistantes se sont renforcées. Il évoque tout d'abord l'as-

MODÉRATRICE :

Virginie Robert, Chef du service international, Les Echos

INTERVENANTS :

Jean-Pierre Cabestan, Professeur en Science Politique à la Hong Kong Baptist University et Directeur de Recherche au CNRS

Dingli Shen, Professeur au Center for American Studies, Fudan University

Judy Tseng, Correspondante de la Central News Agency de Taïwan en France

Antoine Bondaz, Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique



Jean-Pierre Cabestan

sertivité¹ de la Chine, avec des autorités désireuses d'imposer leurs éléments de langage de façon policée. Il note ensuite la mise en place d'une diplomatie sanitaire chinoise qui a été la première à apporter de l'aide à l'Italie durement touchée par le Coronavirus, avant même l'UE. Il pointe enfin la détérioration de l'image de la Chine commencée aux États-Unis dès 2016 et en Europe à partir de 2018. Pour l'intervenant, cette crise a été un révélateur des faiblesses et des erreurs de la France et de l'Europe. *« Il faut être moins dépendant d'un pays, en diversifiant nos partenaires et en nous assurant que nos intérêts soient préservés en cas de récurrence »*. Dingli Shen renforce pour sa part l'idée que la pandémie a été un facteur aggravant de la détérioration des relations entre la Chine et les États-Unis à tous les niveaux, sur le plan commercial donc, mais aussi universitaire avec beaucoup d'étudiants chinois expulsés du territoire américain. Elle explique que Washington soutient Taïwan par l'envoi d'officiers, de soldats et d'armes, une démarche nouvelle que personne n'attendait. Les tensions sont vives en Asie, avec de surcroît la Corée du Nord qui refuse d'abandonner

¹ Capacité d'un individu à exprimer ses idées et à défendre ses droits sans susciter l'hostilité de son interlocuteur dont il respecte les valeurs.

l'arme atomique. La question indopacifique est aussi à l'ordre du jour avec un gouvernement iranien mécontent de la présence américaine dans cette région.

« Alors qu'il faudrait coopérer, j'ai l'impression qu'un consensus se forme entre Démocrates et Républicains américains pour détériorer encore plus les relations avec la Chine ».

Dingli Shen

La sécurité préemptive

Jean-Pierre Cabestan milite pour une sécurité préemptive afin de juguler une pandémie comme celle que nous connaissons. S'il note une différence importante entre les pays qui ont des frontières (comme Taïwan, le Japon, la Corée et même la région de Hong Kong) et l'espace Schengen de l'UE, il indique qu'un territoire comme Taïwan a mis en place dès fin décembre 2019 des mesures de protection très efficaces. Il pense par ailleurs que les États-Unis ont joué un jeu naïf avec la Chine en lui laissant prendre le leadership technologique mondial. Selon lui, les États Unis partent du principe que *« tant que la Chine sera dirigée par un parti unique qui empêche le pays de se mondialiser, il sera difficile d'avoir des relations normalisées avec cette puissance »*. Judy Tseng détaille de son côté toutes les mesures prises par Taïwan pour limiter la propagation du virus. Dans un pays traumatisé par la catastrophe du SARS en 2003, le gouvernement avait créé un centre de commandement qui s'est réactivé. Celui-ci prend toutes les décisions et communique rapidement et efficace-

ment au sein d'une société qui possède la culture du masque. Enfin, l'usage de la technologie pour prévenir les cas contacts a joué, tout comme le respect des règles drastiques mises en place. Le civisme et la confiance mutuelle entre le gouvernement et le peuple taïwanais participent à cette bonne gestion collective de la crise.

« Taïwan se veut irréprochable dans la gestion de la Covid-19 afin de montrer au monde entier l'injustice de son exclusion l'OMS suite au diktat de la Chine ».

Judy Tseng

Antoine Bondaz revient enfin sur les mesures prises par les différents pays d'Asie face à la crise dont l'exigence - difficile à imaginer en France - présente des vertus économiques. « La Corée du Sud va devenir la dixième puissance économique mondiale, dépassant en un an le Canada et la Russie ». Le choc en Asie s'avère en effet moins douloureux économiquement qu'ailleurs car la limitation du virus n'a pas engendré de plan de relance d'envergure, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de dynamiques pour les pays d'Asie.

REPÈRES

- ▶ **1** décès sur deux de la Covid-19 est à déplorer en Europe et en Amérique du Nord contre 1 décès sur 5 pour l'Asie, alors que sa population est 4 fois supérieure
- ▶ **6** morts seulement du Covid-19 au 15 avril 2020 à Taïwan pour une île de 24 millions d'habitants
- ▶ **4,9 %** de croissance au 3e trimestre 2020 après 3,2% au semestre précédent : la Chine confirme sa reprise économique en souffrance au plus fort de la crise sanitaire

ÉTATS-UNIS – CHINE : quelle conduite à tenir pour l'UE ?

Interrogé sur le sujet, Jean-Pierre Cabestan explique que l'Europe pense pouvoir jouer un rôle de médiateur en maintenant une position équidistante de la Chine et des États-Unis. A titre personnel, il estime que l'UE se rapproche quand même plus des valeurs et approches économiques des Américains, partageant avec eux des intérêts stratégiques en extrême Orient.

L'attitude du Japon lui semble intéressante à ce titre puisque ce pays déploie une stratégie assez fine qui consiste à ne pas couper les ponts avec la Chine dont il est tributaire sur le plan économique tout en maintenant des relations stratégiques avec les États-Unis, mais aussi l'Inde et le Vietnam.

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE « THE CAVE »

Une œuvre souterraine au grand jour

La première nocturne du Forum a été consacrée à la projection du film documentaire *The Cave* (la caverne en français), suivie des témoignages d'Amani Ballour, son héroïne, et de son réalisateur, Feras Fayyad¹.

Un coup de maître pour un coup d'es-sai. Le premier documentaire que la Région Normandie a projeté, en partenariat avec l'association Docs Up Fund, a été nommé à l'Oscar 2020 du meilleur documentaire. Une reconnaissance pour une œuvre bouleversante qui fait sens en plein cœur du Forum mondial Normandie pour la Paix. La diffusion terminée, et après de longs applaudissements, quelques secondes de répit ont été nécessaires pour laisser retomber l'émotion palpable de la salle pour une œuvre magistrale qui a nécessité deux ans de tournage. Feras Fayyad : « *Je remercie infiniment le Dr Amani Ballour car elle a mis sa vie en danger pour ce film. Sans elle, nous n'aurions pas pu raconter cette histoire qui est la nôtre en tant que Syriens. L'objectif était de se concentrer sur l'hôpital dans notre pays, symbole d'espoir et espace de sécurité, mais aussi de raconter son*



¹ Auteur-réalisateur en 2017 du film *Les derniers hommes d'Alep* salué par la communauté internationale

combat pour sauver des vies ». La médecin syrienne, qui n'a découvert qu'à la projection qu'elle était le personnage central du film, estime « *qu'à travers son quotidien en Syrie, c'est aussi celui de médecins et de patriciens qu'on raconte* ». Elle rend hommage à ce titre aux patients qui sont morts à cause du conflit syrien. « *L'important, c'est que tout le monde découvre la vérité !* ».

Crime contre l'humanité

Emprisonné par les services secrets syriens, Feras Fayyad a témoigné lors du procès de l'ancien officier syrien Anwar Raslan, arrêté puis jugé en Allemagne pour crime contre l'humanité³. « *Amani Ballour a été arrêtée. Nous avons aussi cette triste expérience en commun* ». Le réalisateur a fait l'objet pendant sa détention arbitraire de violences physiques et psychologiques. « *J'ai été emprisonné sous terre, par -3°C. J'ai souffert du manque d'oxygène, de brutalité et de pressions. On m'a ainsi dit que ma famille allait être torturée* »... Comble de l'ironie, le réalisateur et toute l'équipe

³ « Le bras armé » de Bachar El-Assad est accusé d'actes de torture sur 4 000 détenus dont 58 en sont morts.

Une œuvre plébiscitée

- Nommée à l'Oscar du Meilleur Documentaire
- Emmy de la Photographie pour un Programme Non Fictionnel et Emmy Exceptionnel du Mérite pour un Film Documentaire
- Prix de l'audience et Prix mention spéciale de Harrel au Camden International Film Festival

Amani Ballour



syrienne du film ont été empêchés d'assister à la quatre-vingt-dixième cérémonie des Oscars, son visa ayant été refusé par l'administration américaine en réponse aux mesures anti-terroristes du président Donald Trump.

La place des femmes

The Cave est aussi une ode à l'émancipation des femmes dans une société syrienne très patriarcale. « *Je dois me confronter à cette culture ancienne dans mon pays qui pense que l'homme doit être responsable de tout. Alors que j'étais là depuis quatre ans, avec les mêmes compétences que les autres médecins et que mes*

collègues m'ont choisi pour prendre la tête de l'hôpital, des personnes se demandaient pourquoi la direction n'avait pas été confiée. D'autres refusaient même de me parler ». Amani Ballour se bat aussi pour la reconnaissance de la place de la femme dans la société syrienne. « *Ma propre sœur a été mariée à 13 ans, elle a perdu son mari maintenant, il a été arrêté. C'est une vie très difficile à laquelle elle n'avait pas été préparée. J'essaie de me battre contre cela. C'est pourquoi j'ai créé un fonds pour les droits des femmes de ma communauté afin de leur permettre d'avoir accès à l'éducation et aux soins* ». Plus largement, la médecin défend la cause de toutes les femmes musulmanes. « *Être croyante ne doit pas vous empêcher de travailler si vous le souhaitez. Il y a un malentendu sur l'Islam, notamment à cause des habitudes dans nos communautés qui forcent les femmes à porter le hijab. Mais ce n'est pas la véritable image de l'Islam* ».

Le prix à payer

Le film se termine sur le départ de Syrie de Amani Ballour, sommée de quitter le pays sous peine de mort. « *C'est dur de quitter ma patrie. J'attends la chute de cette dictature pour revenir. D'ici là, je vais continuer à étudier et à travailler en tant que médecin* ». Passée par la Turquie, l'exilée espère obtenir le statut de réfugiée politique en Allemagne. Mais la jeune femme qui n'avait pas 30 ans lors du tournage du film pense d'abord aux autres. « *Je suis triste pour tous les réfugiés de mon pays, en Turquie, en Grèce, dans le nord-ouest de la Syrie* ».

LE PITCH DU FILM DOCUMENTAIRE

En Syrie, dans la Ghouta assiégée, qui a subi la pire des attaques chimiques enregistrée ces 25 dernières années, les habitants ont construit un hôpital de fortune dans les entrailles de la Terre. Alors que le conflit fait rage, Amani Ballour, pédiatre, tente de sauver des vies et trouver des médicaments. Le film de Feras Fayyad suit le travail au quotidien de cette femme engagée.

1H 35MIN / DOCUMENTAIRE

RÉALISATEUR :

Feras Fayyad

SOIRÉE LITTÉRAIRE LES ÉCRIVAINS ET LA PAIX

Des plumes pour une colombe

Organisée en partenariat avec le magazine L'Obs, une soirée littéraire animée par Jérôme Garcin a clôturé le Forum mondial Normandie pour la Paix. Autour du Rédacteur en chef du service culture du Nouvel Observateur, Justine Augier, Bartabas, Scholastique Mukasonga, François Reynaert et Jean-Christophe Rufin ont interrogé le rapport de la littérature et des écrivains à la Paix.

« J'enlève le masque et je garde la plume ». Jérôme Garcin lance d'un trait d'esprit et d'une référence littéraire une discussion riche et déliée dont les contributions, analyses et décryptages ont poussé le Forum vers d'autres horizons. **« Vous avez écouté beaucoup de chercheurs, d'économistes et de décideurs jusqu'à présent. Place ce soir à des écrivains qui ont l'art de prévenir la guerre et qui œuvrent pour la paix ».** Comme Jean-Christophe Rufin, médecin, écrivain et diplomate, qui a été le premier à prendre la parole. **« Les écrivains ne doivent pas se faire d'illusion sur leur rôle. Ce sont des témoins.**

Leur action se fait de façon souterraine et inconsciente. Nous prêchons des convertis, mais il faudrait pouvoir s'adresser aux belligérants eux-mêmes. La guerre est une forme extrême dans laquelle on conçoit l'autre comme un ennemi à détruire. Si l'écrivain a un rôle, il faut rappeler que l'humanité est partout, même chez l'ennemi ». Scholastique Mukasonga - « Tutsie du Calvados » et « ambassadrice de la paix » selon les mots de Jérôme Garcin - a été lauréate du prix Renaudot pour le livre *Notre-Dame du Nil*. Elle revient sur les guerres au Rwanda. **« Je ne connais que la discrimination, la haine et le rejet. J'ai grandi dans la déportation des Tutsis, et j'ai eu la chance de grandir aux côtés de parents qui étaient de vrais résistants et qui m'ont donné de l'amour. Depuis l'âge de 3 ans, j'ai appris à ne pas avoir peur, à devoir survivre, à partager ».** L'accès à l'éducation a été un facteur de résilience pour elle, comme son arrivée en Normandie. **« Je suis entourée ici de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale. J'ai pu**



me reconstruire quelque part, cela m'a donné des forces. J'ai notamment écrit mes deux premiers livres à Bénvy-sur-Mer ».

De l'utilité de la littérature

Justine Augier questionne l'utilité de la littérature pour promouvoir la paix. *« Je pense que le conflit naît presque toujours d'un refus de se confronter à la multiplicité du monde. Il résulte d'un enfermement dans des lectures univoques, prisonnières de visions simplistes et idéologiques. La bonne littérature, telle que je la conçois, vise au contraire à ne jamais écraser le réel mais à lui redonner une épaisseur ».* Bartabas est célèbre pour avoir créé le théâtre équestre Zingaro. Ecuyer, metteur en scène et réalisateur, il est aussi l'auteur du livre *D'un cheval l'autre*. *« J'analyse depuis trente ans le rapport de l'Homme à l'animal dans une quête inconsciente d'universel. L'Homme est le seul animal qui ait inventé la guerre. Cela lui a plu et il continue. La première leçon que le cheval m'a donnée, c'est ne pas avoir peur de l'autre et de l'inconnu. Je pense que tous les conflits naissent des peurs ».* François Reynaert a beaucoup écrit sur l'histoire et l'actualité, mais n'a jamais été dans des zones de

guerre. *« J'ai commencé ma carrière avec des gens qui parlaient de la paix. Quand on fait des livres d'histoire, on mesure la chance qu'on a de connaître un pays en paix comme la France depuis si longtemps ».* Cet érudit nous apprend que les historiens, jusqu'en 1914, étaient plutôt pour la guerre, soit pour l'expliquer, soit pour la justifier, mais jamais pour la dénoncer. La soirée a été aussi l'occasion d'aborder des thèmes plus philosophiques, comme de savoir si l'on peut être « neutre » quand on écrit sur les conflits. *« Ecrire, c'est déjà une forme d'engagement, une tentative de trouver une façon d'être au monde, de partager sa vision. Il y a une prise de position mais la force de la littérature, c'est justement de ne pas le faire de façon binaire »* répond Justine Augier. De même, la littérature pacifiste influence-t-elles les mœurs ? *« Même si elle éveille les consciences, elle n'a pas empêché 1939-1945, malgré une littérature abondante très hostile à la Grande Guerre »* souligne François Reynaert. Quant à savoir si l'on fait de la bonne littérature avec des bons sentiments ou si un bon écrivain doit toujours être du bon côté, les intervenants ont apporté des points de vue acérés, à l'image de ce rendez-vous de plumes autour de la colombe de la paix.



Thomas Friang

Les Parlementaires pour la Paix

Réalisation conjointe d'Open Diplomacy et de la Région Normandie dans le cadre du Forum mondial Normandie pour la Paix, le projet Parlementaires pour la Paix a réuni dix parlementaires de cinq continents afin qu'ils travaillent ensemble sur les thèmes du Forum : la détérioration de l'environnement, les bouleversements sociaux et la révolution digitale. Au terme de plusieurs rencontres de partenaires du Forum et de porteurs d'initiatives pour la Paix, ils ont rédigé une plateforme promouvant cinq principes à suivre pour construire une paix durable et cinq solutions politiques qu'ils défendront dans leurs parlements respectifs.

«Nous avons pris l'engagement, nous, les Parlementaires pour la Paix, de soutenir des solutions clés afin de promouvoir et réaliser la paix. Ces solutions sont autant mises en œuvre par des gouvernements que par des acteurs de la société civile.

Au-delà des frontières qui nous séparent et de nos opinions politiques respectives, nous attendons ensemble plus d'anticipation politique et de coopération.»



PARLEMENTAIRES
POUR LA PAIX EN LIGNE :
<https://www.p4p.global/>

L'INDICE NORMANDIE

Évaluer les menaces contre la paix et la démocratie dans le monde

L'Indice Normandie, c'est 136 pays et l'Union Européenne qui sont évalués sous le prisme de onze menaces pour mesurer leur vulnérabilité aux conflits. Cet outil, mis au point par les Services de Recherche du Parlement européen et l'Institute for Economics and Peace dans le cadre d'un partenariat avec la Région Normandie, revient en 2020. La Région Normandie s'est tout naturellement associée à cette opération de par son histoire et ses initiatives consacrées à la paix comme le Forum mondial Normandie pour la Paix, où l'Indice a été présenté pour la première fois en juin 2019. Comme l'a expliqué Hervé Morin, Président de la Région Normandie : *« cette année, le thème des travaux du Forum mondial Normandie pour la Paix portait notamment sur les nouvelles menaces, les menaces climatiques, sociales et technologiques, toutes ces externalités négatives d'une croissance trop souvent irrespectueuse de l'Homme et de l'environnement. Ce travail sur les menaces est*

une thématique totalement en ligne avec l'indice Normandie élaboré par le Service de Recherche du Parlement européen (EPRS) et l'Institute for Economics and Peace (IEP), outil extrêmement précieux pour comprendre la guerre pour mieux construire la paix. »

11 niveaux de menace analysés

Pour mesurer concrètement « la paix » d'un pays, l'Indice Normandie prend en compte onze niveaux de menaces définies dans la Stratégie globale de l'Union Européenne : changement climatique, cybersécurité, processus démocratique, crises économiques, insécurité énergétique, États fragiles, homicides, désinformation, terrorisme, conflits violents, armes de destruction massive. Les régions et pays sont évalués et comparés sur chacune de ces dimensions sur une échelle de 0 à 10 (0 = menace grave, 10 = absence de risques) et reçoivent une note globale. L'Indice 2020, qui étudie la situation en 2019, indique un bilan mondial encourageant avec un indice mondial en légère augmentation par rapport à 2018. Cependant, certaines régions comme le Sahel et le Moyen-Orient restent fortement menacées. Un outil tel que celui-ci est plus que jamais pertinent pour identifier les risques ainsi que comprendre et prévenir les guerres.

DÉCOUVRIR LA PLATEFORME
INTERACTIVE DE L'INDICE
NORMANDIE :

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/infographics/peaceandsecurity/index.html#/>

PRIX LIBERTÉ

Au nom de Loujain Al-Hathloul et de toutes ses sœurs

Créé par la Région Normandie en partenariat avec l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, les autorités académiques de Normandie, Canopé et Ouest-France, le Prix Liberté est un hommage à toutes celles et ceux qui se battent pour le droit d'être libre. Le Prix 2020 a été attribué à Loujain Al-Hathloul par 5 500 jeunes à travers le monde. Emprisonnée depuis deux ans et demi en Arabie saoudite, elle se bat pour l'émancipation des femmes de son pays.

Marraine de l'édition 2020, Barbara Hendricks a remis le trophée¹ du Prix Liberté décerné à Loujain Al-Hathloul à ses sœurs, Lina et Alia, très émues. *« Merci infiniment de votre soutien. Depuis son arrestation, nous n'avons pas de contacts réguliers avec Loujain. L'Arabie saoudite fait pression indirectement sur nous pour que nous gardions le silence. Mes parents l'ont rencontrée il y a quelques mois puis, ensuite, nous n'avons plus eu aucune nouvelle pendant des semaines et des semaines ».* Les deux membres de la fratrie expliquent en substance que ces intimidations vont de pair avec une parodie de justice dans un pays « schizophrène ». Côté scène, l'Arabie saoudite présente le visage d'un pays progressiste, avec l'autorisation accordée aux femmes de conduire ou encore l'assouplissement du port du voile. Côté cour, les arrestations arbitraires sont légion dans une monarchie qui affaiblit les pouvoirs publics, selon les sœurs Al-Hathloul. Les deux jeunes femmes dénoncent un régime soumis « au fait du Prince », Mohammed ben Salmane.

¹ réalisé par le lycée Napoléon à L'Aigle (Orne)

Ce dernier est soucieux de son image auprès des pays occidentaux. D'où l'importance de rappeler le sort de Loujain Al-Hathloul pour sensibiliser l'opinion publique et, à travers elle, la presse et les démocraties.

Un hommage unanime

Le témoignage de soutien du Père Pedro Opeka, figurant parmi les trois personnalités retenues par le jury du Prix, démontre la solidarité entre tous les défenseurs de la liberté dans le monde. *« Loujain Al-Hathloul mérite cette reconnaissance et cette distinction. Je lui souhaite de tout cœur de retrou-*



Lina et Alia Al-Hathloul, Barbara Hendricks et Hervé Morin.

ver la liberté, au même titre que Nasrin Sotoudeh », avocate également sélectionnée par le jury, emprisonnée en Iran. « L'évolution de la jeunesse du monde va dans le sens de la tolérance et de la liberté, sans distinction de race, d'opinion, d'idéologie ou de religion. Je suis admiratif de ces sœurs qui combattent pour la liberté, qui vaincra tôt ou tard partout dans le monde », a conclu Pedro Opeka. Le Prix Liberté s'est construit autour de trois figures emblématiques qui ont combattu le nazisme en Normandie : Bernard Dargols, décédé l'an dernier, Léon Gauthier, et Charles Norman Shay. Ce dernier a souhaité encourager la lauréate 2020. « Je suis honoré d'avoir été choisi par la Normandie afin de participer au Prix Liberté. Il y a soixante-seize ans, j'ai débarqué à Omaha Beach en tant qu'aide-soignant militaire. Mes camarades et moi-même avons combattu pour la liberté, à protéger et à chérir. Je veux féliciter Loujain, jeune femme brillante, qui a déjà malheureusement expérimenté la barbarie. Grâce à votre sacrifice, aujourd'hui, les femmes sont autorisées à conduire en Arabie saoudite. Vous avez déjà gagné un combat ». Après Greta Thunberg en 2019, une autre femme a donc été distinguée par le Prix Liberté. « Elles illustrent la lutte pour l'humanité » résume Barbara Hendricks.



Loujain Al-Hathloul

La liberté a un prix

Agée de 31 ans, Loujain Al-Hathloul a été arrêtée et détenue à de nombreuses reprises en Arabie saoudite pour avoir manifesté contre le système de tutelle masculine de son pays. Polyglotte, la jeune femme a passé une partie de son enfance à Toulon, obtenu un bachelor en français à Vancouver et a été inscrite en master à la Sorbonne d'Abu Dhabi. Figure des médias sociaux et de la lutte pacifique pour l'émancipation des femmes de son pays, cette prisonnière politique croupit dans la prison de haute sécurité d'Al-Hayer depuis deux ans et demi. Sa famille a déclaré que la jeune femme a été victime de torture et de harcèlement sexuel pendant son emprisonnement. Le pouvoir saoudien lui aurait proposé d'être libérée à condition qu'elle blanchisse les autorités de toute forme de violence. Loujain Al-Hathloul a refusé. On a appris depuis le Forum mondial Normandie pour la Paix qu'elle avait entrepris une grève de la faim en signe de protestation contre ses conditions de détention.

Un Prix démocratique

Plus de 5 500 jeunes de 15 à 25 ans de quatre-vingt-un pays différents ont participé aux trois phases du Prix Liberté 2020. Dans un premier temps, le dispositif a recueilli 238 propositions de lauréats potentiels dans le cadre d'un appel à propositions. Le jury international, présidé par le journaliste Emmanuel Davidenko et composé de vingt-quatre jeunes, a ensuite « planché » pendant deux jours

pour présélectionner les trois personnes ou organisations dont l'engagement serait le plus représentatif d'un combat pour la liberté en 2021. Enfin, un vote en ligne a permis de recueillir jusqu'au 6 juin 2020 plus de 5 500 bulletins. La lauréate, Loujain Al-Hathloul, a obtenu 42% des suffrages exprimés, devant le Père Pedro Opeka de Madagascar (29%) et l'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh (25%).

Main dans la main

A défaut de contacts tactiles pour respecter les gestes barrières en vigueur, le Forum mondial Normandie pour la Paix a eu l'idée de proposer au centre des allées de son village une exposition photo des plus belles poignées de main de l'histoire. Issus du fond photographique de Paris Match et présentés par son directeur adjoint, Régis Le Sommier, les clichés retracent plus de 50 ans d'histoire, de ré-

conciliations, d'accords de paix et de symboles de fraternité. De la poignée de main entre le Général de Gaulle et le chancelier allemand Adenauer à la rencontre entre Greta Thunberg et Charles Norman Shay, vétéran de la Seconde Guerre mondiale, dans le cadre du Prix Liberté, ces gestes ont attiré le regard et marqué les esprits de nombreux visiteurs.



Le don d'ubiquité

Comment donner la parole à des intervenants de qualité de tous les continents malgré la fermeture des frontières en raison de la pandémie ? Normandie pour la Paix a multiplié à cet effet les duplex, vidéoconférences et autres messages enregistrés au cours de ses conférences et débats. Une pratique dans l'air du temps qui n'a pas altéré la richesse des contenus. On retiendra notamment l'intervention en direct du Cacique



Ninawa du peuple Huni Kui, dont la communauté de 15 000 membres vit dans l'Etat d'Acre, à l'extrême nord-ouest du Brésil, dans des villages de la forêt amazonienne souvent très isolés.



Intergénérationnel

Le Forum a accueilli des visiteurs de tous âges, de jeunes collégiens, lycéens et étudiants, venus en nombre, aux seniors. Une diversité qui s'est particulièrement ressentie dans les plénières.

Remerciements

De nombreux défis ont été relevés pour organiser cette troisième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Le Président de la Région Normandie tient à remercier toutes les personnes qui ont rendu possible la tenue de cet événement, notamment :

- ▶ **Les participants et participantes**, qu'ils soient venus à l'Abbaye aux Dames ou qu'ils aient assisté au Forum à distance
- ▶ **Les panélistes et partenaires** présents sur le Village pour la Paix, qui ont su animer le Forum et éclairer par leurs expériences et expertises les thématiques de cette édition
- ▶ **Les mécènes et membres du réseau Normandie pour la Paix**, acteurs majeurs du rayonnement de cette initiative régionale
- ▶ **Les services de l'Etat et de la Ville de Caen**, dont le soutien a été essentiel pour assurer la santé et la sécurité de toutes et tous
- ▶ **Les équipes mobilisées autour du Forum** : élus, agents, prestataires et bénévoles qui, chaque année, s'investissent pour offrir au public un moment d'exception

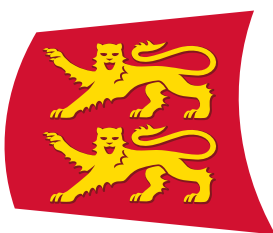
Hervé Morin

Président de la Région Normandie,
ancien Ministre de la Défense

**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2021
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE